

MadinMag

By

EW'AG

AVRIL 2024 N° 100

DOSSIER

Coopération régionale :
quel destin pour les
Antilles-Guyane ?

EXPERTISE

À quoi sert l'index
de l'égalité
professionnelle ?

INTER INVEST

Le B.A.-BA
de la défiscalisation

— Le —
100^e
— Numéro —

**Kanel
Dooh-Valery**

Directrice de
ADN formation

**NOTRE CREDO :
METTRE DES
FORMATIONS DE
QUALITÉ À PORTÉE
DE TOUS !**

FEDOM

Des séminaires
pour faire
entendre
les économies
ultramarines

SFR



promotion

jusqu'à

2 mois offerts*
sur les offres

FIBRE

[sfrcaraibe.fr](https://www.sfrcaraibe.fr)

*Offre soumise à conditions valable jusqu'au 24/04/24 pour toute souscription à une offre FIBRE, engagement 12 mois : 50% de remise pendant les 2 mois pleins pour les offres Start Fibre et Prima Fibre ou les 4 mois pleins pour les offres Premium Max Fibre et Power Max Fibre suivant l'activation de la ligne. Sous réserve d'éligibilité et de raccordement du domicile à la Fibre FTTH (fibre optique jusqu'à l'abonné). Visuel non contractuel. Outremer Telecom, RCS FdF n°383 678 760 – Zi La Jambette – 97200 Fort de France.

Ensemble

Adolescente, Maryse Condé, née à la Guadeloupe, connaissait “sur le bout des doigts” Rimbaud et Apollinaire mais n’avait lu le poète Aimé Césaire, né sur l’île voisine. Elle le découvrit à 20 ans, et avec lui, l’histoire et la condition du peuple antillais, né de la colonisation. Cette anecdote racontée par l’écrivaine en 2017 pourrait sans doute se répéter aujourd’hui à l’échelle des Antilles, de la Guyane et de nos nombreux voisins. Quel adolescent pourrait en effet se représenter facilement les villes et îles voisines de la Caraïbe, ses leaders économiques et politiques, ses figures culturelles ?

Si quelques centaines de kilomètres en mer des Caraïbes constituent encore une barrière plus difficile à enjamber qu’un océan tout entier, c’est parce que le “continent caribéen” est encore en train de se construire. Dans ce chantier ouvert il y a 24 ans à peine avec la création des premières organisations régionales, beaucoup reste à faire. À commencer peut-être par choisir de considérer un avenir commun plutôt que des défis identiques.

Tel est l’enjeu finalement du dossier de ce numéro 100 du MadinMag, interroger la place des Antilles-Guyane dans la Caraïbe et nous inviter tous à partager nos histoires et mettre en commun nos modèles, construire des relations étroites et privilégiées, grandir et s’émanciper ensemble.

Mathieu Rached
Rédacteur en chef
Guadeloupe Martinique Guyane

édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice du digital
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Mathieu Rached

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Alix Delmas - Axelle Dorville
Chloé Combet - Colette Coursaget
Floriane Jean-Gilles - Julie VdW - Maë Poyel
Marie Ozier-Lafontaine - Sarah Balay
Sandrine Chopot - Valérie Duru - Yva Gelin

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Jody Amiet
Lou Denim - Mathieu Delmer

Photo couverture
Jean-Albert Coopmann

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (sikproduction972@gmail.com)
Orane Phedon

RÉGIES

Martinique
Élodie Losada (0696 19 31 98)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)
Noémie Marlet

Guadeloupe
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Mathilde De Denaro (0691 24 28 92)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIGITAL

JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

Motion design - JRI
Sariatha Boulard

Rédaction web
Mathilde Claverie

Communication digitale
Clarisse Darsoulant

Chef de projet vidéo
Joséphine Notte

DISTRIBUTION

Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : Colibri Agency (0690 53 72 30)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang z'abricots,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14



— JE SUIS PLUS QU'UN PRO —

**Au Crédit Mutuel,
notre priorité
sera toujours
de vous soutenir
vous, autant que
votre projet.**

TOUTES NOS
SOLUTIONS PROS
SUR [CREDITMUTUEL.FR/CMAG](https://www.creditmutuel.fr/cmag)

Crédit Mutuel

Une banque qui appartient à ses clients, ça change tout.

Le Crédit Mutuel, banque coopérative, appartient à ses 8,9 millions de clients-sociétaires.

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et Caisses affiliées, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67913 Strasbourg Cedex 9.
RCS Strasbourg B 588 505 354 – N° ORIAS : 07 003 758. Banques régies par les articles L.511-1 et suivants du Code monétaire et financier.





À LA UNE

8/ L'ADN de la formation

TERRITOIRES

12/ Semaine de l'économie sociale et solidaire.

Opération à succès ?

14/ Image du mois

16/ Brèves

20/ **Préfecture de Martinique.** « Nous voulons soutenir l'émergence de talents »

22/ **Ville de Schoelcher.** L'urbanité au service de l'expérience touristique

24/ **ECO CO2.** Dernière ligne droite pour le programme Seize

26/ **FEDOM.** Faire entendre et prospérer les économies ultramarines

29/ **Sur quoi travaillez-vous ?** Réussir à doser la chlordécone dans les organismes vivants

30/ **SIMAR.** Une politique du logement sans complexe

ENTREPRISES

36/ **Carrière d'Ultramarin.** Esprit libre

40/ **Dauphin Telecom Business.** Expert en connectivité

42/ **LINA'S Martinique.** Un art de déjeuner

44/ **Profession : chef d'entreprise.** « C'est le meilleur outil de développement personnel qu'on ait inventé »

45/ **Tendance au travail.** Sport en entreprise : le choix gagnant



EXPERTISE

46/ Égalité hommes-femmes. À quoi sert l'index de l'égalité professionnelle ?

48/ AXA. Quoi de neuf ?

50/ Inter Invest. Le B.A.-BA de la défiscalisation

52/ Digital clean-up day. Conseils pour nettoyer ses données

53/ Boîte à outils

DOSSIER

// Coopération régionale :
Quel destin pour les Antilles-Guyane ?

54/ Dossier de la rédaction

PAUSE CAFÉ

70/ Coup de cœur

72/ Sélection Culture

74/ Habitat - Déco - Patrimoine

80/ Ce qu'il ne fallait pas loucher

81/ L'apéro-networking Ewag

Sommaire

L'ADN

DE LA FORMATION

Le centre de formation fête cette année ses **24 ans d'existence**.
Retour sur l'histoire d'un centre de formation d'exception.

Texte Yva Gelin – Photo Jean-Albert Coopmann

Pouvez-vous revenir sur les grandes lignes de votre parcours professionnel ?

Kanel Dooh-Valéry, fondatrice d'ADN : Eh bien ! Arrivée en Martinique, j'ai eu la chance de travailler et d'occuper des postes différents. J'ai travaillé furtivement à la HBH (Holding Bernard Hayot) qui est devenue GBH, la Librairie Antillaise et une structure nommée Espace Informatique où j'ai occupé la fonction de responsable commerciale. Mais mon parcours professionnel a débuté dans l'Hexagone où j'ai travaillé chez ICL France, au CNRS et à Alcatel Lucent. Le 30 septembre 1998, j'ai mis au monde ma championne. Une superbe fille, un mois après la coupe du monde de 98. Cet événement a changé ma vie et j'ai alors pris un temps pour l'éducation de ma fille et je me suis lancée également un défi. Celui de créer mon propre emploi. Le 18 Avril 2000 est née l'Association pour le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (ADNTIC). Devenue maman, je voulais suivre une formation dans un domaine précis, la seule possibilité qui s'offrait à moi était de repartir dans l'Hexagone. Ma fille étant très petite je n'arrivais pas à envisager de la confier à une personne et moi à 8 000 km. J'ai donc décidé de créer mon propre emploi en lançant l'association ADN en proposant plusieurs actions dont, une action intitulée « Les Trophées Inno'v 2000 ». Un succès qui nous a permis d'obtenir le soutien de partenaires financiers publics et privés importants. Il y avait en Martinique beaucoup de centres de formation qui étaient tous dans les mêmes domaines ou presque.

ADN était donc d'abord une association ?

Tout à fait ! ADN a d'abord une visée associative, tout en mettant en place des actions pour promouvoir l'utilisation des NTIC, l'intégration des femmes dans les métiers du net, l'appropriation des NTIC par les

associations et la sensibilisation à ces outils pour les personnes les plus éloignées. Pour donner de la visibilité à cette structure j'ai demandé à l'époque au ministre de l'Outre-Mer un parrainage des actions de l'association, ce qui a été accepté. Puis en 2002, pour pérenniser les emplois qu'avait créés l'association, je me suis lancée dans la formation d'adultes. Cette étape ne s'est pas faite sans quelques hésitations. Il existait déjà pléthore de centres de formation et je voulais trouver une valeur ajoutée pour le centre. J'ai finalement décidé de proposer des formations de qualité dont les participantes pourraient bénéficier et qui surtout, seraient adaptées à leur rythme. C'est-à-dire les horaires, les jours d'ouverture et de fermeture et les thèmes qui seraient abordés.

ADN se démarque-t-il toujours des autres centres de formations aujourd'hui ?

Depuis le début nous nous sommes démarqués des autres par trois critères principaux. D'abord le choix des intervenants professionnels, qui sont des experts, et nos méthodes pédagogiques. Ensuite, il y a la recherche de la qualité. Nous avons été certifiés ISO 9001 pour nos actions de formation dès 2007 par Afnor. Enfin, il y a nos méthodes de recrutement et l'analyse du besoin obligatoire. Plus globalement, le plus d'ADN Formation c'est sa force dans l'accompagnement des personnes. L'analyse du besoin est systématique. Nous proposons aussi des formations sur mesure et des formations diplômantes en partenariat avec des universités et de grandes Écoles.

Quelles sont les valeurs phares de la structure ?

ADN Formation s'est construit sur deux principes fondamentaux : la non-discrimination et l'égalité inhérente à tous. C'est une volonté partagée par toute notre équipe qui fait vivre la structure.



Les secteurs de formations phares d'ADN

Les métiers de la comptabilité, les métiers de l'administration et des collectivités, les métiers de la paie, la banque et l'assurance, les ressources humaines, la création d'entreprise, le recouvrement, les métiers de l'eau et de l'assainissement, la préparation aux concours, les métiers de l'aménagement et de l'environnement.

Kanel Dooh-Valéry,
directrice, juriste en droit de la Formation

Y a-t-il un avant et un après pour ADN ?

Avant, il y avait l'ADN cherchant sa voie. L'après, c'est une structure certifiée pour ses actions de formation, la mise en place de partenariats avec des universités comme Grenoble, Strasbourg, Caen, Rouen, Bordeaux des grandes écoles telles que Science Po, ou encore l'École des ingénieurs de la ville de Paris. Dans l'après, nous œuvrons dans l'innovation économique et environnementale. Le passage à la digitalisation et numérisation de nos tâches, pour mieux répondre aux enjeux multiples. C'est également en adaptant nos actions de formation à l'individualisation des parcours de formation.

Quels ont été les temps forts d'ADN ?

En 2007, nous sommes le premier centre de formation certifiée Iso 9001 pour nos actions de formation en Martinique. En 2009, nous avons eu comme conseil de fermer notre structure. En 2012, nous avons, avec les universités de Rouen et Caen, fait monter en compétences des demandeurs d'emploi qui sont aujourd'hui chefs de services dans des Collectivités ou responsables d'agences bancaires. Et puis une autre année importante est 2014, car nous avons enfin pu avoir des locaux qui permettaient de mieux accueillir stagiaires, visiteurs et partenaires.

En 24 ans d'existence, comment ADN s'est adapté aux différentes mutations, comment a-t-il fallu faire évoluer l'offre des formations ?

Chez ADN, nous avons toujours un coup d'avance. Rien de pire que de travailler de manière ultra qualitative seule dans son coin. Dans le sens « que faire », c'est bien, mais « faire savoir », c'est encore mieux. Cette logique est notre force et nous nous sommes adaptés aux différentes mutations par anticipation sur tous les plans. Sur le plan humain, en recrutant un ingénieur informatique et réseaux avec des missions correspondant à l'évolution des modalités pédagogiques. Sur le plan matériel, par l'acquisition d'outils et logiciels nous permettant de suivre et de nous adapter aux mutations liées à notre secteur d'activité. Enfin, sur le plan communication, en tentant de nous ouvrir aux nouveaux modes de communication tel que le marketing digital. C'est ce que nous faisons par la communication de nos nouvelles actions, que ce soit en termes de formations pour la montée en compétences, la VAE (validation des acquis de l'expérience), le bilan de compétences, l'AFEST (Action de formation en situation de travail), ou des CCP (certificat de compétences professionnelles). Nous sommes dans l'innovation continue.



ILS SE SONT FORMÉS À ADN

Myriam Mezen,

directrice de cabinet à la mairie du François

« J'ai fait une formation RH en 2014. C'était une mise à jour mais aussi un véritable partage d'expérience car nous étions plusieurs de secteurs différents public et privé. La formation se tenait deux jours par mois pendant plusieurs mois. Nous avions un calendrier préétabli, ce qui me convenait très bien. Pour moi le vrai plus, a été le rythme, les échanges et la qualité de certains intervenants. Le seul point négatif est que nous n'avons pas suffisamment vu certains points concernant la paie de mon point de vue. Mais sinon, la formation m'a aussi permis de créer des liens avec d'autres professionnels. C'est une façon de renforcer le tissu entre les différents acteurs. »

Marie-Georges Dronnier,

directeur de cabinet du président de l'assemblée de Martinique

« C'était vraiment une très belle expérience à plusieurs. Pour les compétences, car cette opportunité m'a permis d'accéder à un nouveau poste. Mais aussi pour l'expérience la formation étant délivrée en collaboration avec l'université de Grenoble, tous les intervenants étaient des professionnels en fonction. Cette licence en management pour les collectivités territoriales a également été l'occasion de me constituer un réseau. Cela m'a permis de faire de nouvelles rencontres qui ont débouché sur des relations durables. Ça remonte à 2015, mais cela m'a beaucoup apporté et je tire mon chapeau à Kanel Dooh-Valéry qui se bat pour la formation en Martinique. »

John O'Neall

*chargé de projets événementiels
Le Cinéma Madiana Martinique*

« J'ai 25 ans, et mon expérience avec ADN Formation en 2022, était remarquable. Après avoir terminé ma formation de RPMS (Responsable de petites et moyennes structures) auprès d'eux, j'ai eu l'opportunité d'entamer une licence en Management des organisations publiques et privées. Cette formation a véritablement été le tremplin vers une carrière épanouissante. Grâce à ADN Formation, j'ai pu allier théorie et pratique en effectuant cette licence en alternance au sein de l'entreprise Cinéma Madiana. Cette expérience pratique a été inestimable, me permettant de mettre en application les connaissances acquises en cours dans un environnement professionnel réel. À la fin de ma formation, j'ai été ravi de voir que la Cinéma Madiana me proposait un CDI en tant que chargé de projets événementiels. C'était une opportunité qui a non seulement validé mes compétences, mais aussi ouvert les portes à une carrière prometteuse dans un domaine qui me passionne. »

Dominique Rantin,

directeur général des services de la mairie de Sainte-Marie

« J'étais à ADN entre 2014 et 2015 pour une formation licence pro, management des collectivités, option gestion. C'était une semaine par mois pendant 10 mois. C'était une vraie période d'études en mode accélérée. C'était très efficace avec des professionnels qui donnaient de vrais retours. C'était une très bonne formation qui alliait la théorie et la pratique. Mon seul regret est qu'il n'y avait pas de master 2. Je voulais aller plus loin. Merci à toute l'équipe, la Martinique avance ! »

En chiffres

91% de réussite en licences professionnelles avec **89%** de taux d'insertion dans les 6 premiers mois après les formations.

89% de réussite sur les titres RNCP avec un taux d'insertion de **78%**

Semaine de l'économie sociale et solidaire

OPÉRATION À SUCCÈS ?

Du 25 au 30 mars, les établissements scolaires ont l'opportunité d'organiser une semaine de découverte de l'économie sociale et solidaire (ESS). Le but ? Imprégner les générations futures de cette nouvelle façon de penser le système économique.

Texte Yva Gelin



Dans une classe de CM1 de 23 élèves à l'école élémentaire de Pombiray à St François, en Guadeloupe.

Le terme pompeux d'économie sociale et solidaire désigne une économie alternative dont le fonctionnement se centre sur l'humain au lieu du profit. Cette économie génère aujourd'hui de nouveaux emplois et représente 14 % des emplois privés en France. Consacrer une semaine à ce type d'économie en milieu scolaire, c'est finalement donner le réflexe aux jeunes de la logique de penser qui va avec et aussi et surtout appuyer l'accompagnement à l'orientation et pourquoi pas créer des vocations.

ESS, UN CONCEPT

L'économie sociale et solidaire repose sur les principes de solidarité, d'unité sociale, d'inclusion, de partage de valeur et de démocratie. Un fonctionnement qui peut s'adapter à tous types de structures participant à la vie économique d'un territoire. Associations, entreprises, coopératives... Il s'agit d'abord et avant tout de rééquilibrer le lien entre développement économique et épanouissement humain, en ayant pour objectif, à la place du profit, la solidarité et l'utilité sociale. Encadrée par la loi Hamon du 31 juillet 2014, l'économie sociale et solidaire est finalement définie comme suit : « un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine », mais soumis à trois conditions majeures pour être considérée comme telle. Premièrement, toute entité souhaitant faire partie de l'ESS doit d'abord définir un but autre que celui du partage des bénéfices.

Deuxièmement, la gouvernance doit être démocratique et s'appuyer sur le principe qu'une personne représente une voix. Enfin, concernant la gestion, les bénéfices doivent avoir pour objectif principal le maintien ou le développement de l'activité et les réserves ne peuvent être distribuées.

UNE SEMAINE POUR L'ESS

La semaine de l'économie sociale est organisée depuis 8 ans par l'association l'ESPER (L'économie sociale partenaire de l'école de la république), à l'échelle nationale. Cette association aide les établissements qui s'inscrivent à organiser des actions de sensibilisation dans le cadre de cette semaine. À l'année, l'association propose également des formations pour les enseignants sur comment monter un projet ESS en milieu scolaire et accompagne ces derniers. À première vue, à en croire la carte interactive des établissements inscrits à cet événement, le jeu de la semaine de l'ESS aurait du mal à prendre aux Antilles-Guyane, avec un maximum de deux écoles référencées par territoire. En réalité, sur nos territoires, l'ESS n'attendrait pas le mois de mars pour faire parler d'elle. « Beaucoup de projets sont menés à l'année », explique Martine Thallus, correspondante ESPER en Guadeloupe. Une situation similaire a lieu en Martinique où une seule école s'est inscrite au dispositif de l'ESPER. La différence semble se faire en Guyane où le correspondant ESPER sur place attend une dizaine d'inscription d'enseignants pour être

formés.

ACTION À L'ANNÉE

Si les établissements engagés sont encore minoritaires, c'est pour Géraldine Troudart, correspondante ESPER en Martinique, parce que « pour beaucoup, la concrétisation et mise en place dans les classes est un frein. L'ESS est méconnue auprès des enseignants et donc des élèves, alors qu'il y a un véritable engouement pour les valeurs et en particulier le côté engagement de cette discipline ». Pour ceux qui se sont lancés, poursuit-elle, cela fait parfois naître des vocations. Mieux, précise Géraldine Troudart, « des enseignants nous font remarquer que certains de leurs élèves, en situation de décrochage scolaire, se mobilisent et reprennent confiance en eux à l'occasion des activités d'ESS ». L'ESS est aujourd'hui une filière à part entière et est proposée aussi bien au lycée qu'à l'université. Parmi les enseignants, ayant adhéré aux activités de l'ESS, qu'il s'agisse de la Guadeloupe, de la Guyane ou de la Martinique, certains développent des ateliers tels que la mise en place d'une épicerie solidaire, d'une collecte de denrées alimentaires, ou encore de dons de vêtements. « Cela permet d'expliquer aux enfants le fonctionnement de l'ESS », explique Martine Thallus. « Que les bénéfices ne sont pas là pour faire des bénéfices. L'argent est ensuite réinjecté. Il n'y a pas de profit direct mais collectif. Quand on commence dès le plus jeune âge, les enfants peuvent plus facilement emprunter la filière », conclut-elle.



“J’ÉCRIS EN MARYSE CONDÉ”

L'écrivaine guadeloupéenne Maryse Condé est décédée dans la nuit du 1er au 2 avril 2024, à 90 ans. Fille de la première institutrice noire en Guadeloupe et d'un père commerçant, elle fut happée par la littérature dès son enfance et, brillante, mena une vie d'intellectuelle. Celle qui, en 1980, se décrivait comme étant “simplement une femme qui fait beaucoup de choses, comme la plupart des femmes”, fut professeure aux États-Unis, journaliste en Angleterre, emprisonnée au Ghana, mais surtout écrivaine. Elle laisse derrière elle près de 70 livres dans lesquels elle n'a eu de cesse de questionner le racisme, l'esclavage et le colonialisme. “Je n'écris pas en français, je n'écris pas en créole, j'écris en Maryse Condé” avait-elle dit un jour. Aujourd'hui, la France n'a pas seulement perdu une écrivaine guadeloupéenne de renom, nous avons tous perdu Maryse Condé.

Retrouvez une interview ainsi qu'un portrait, réalisés par Willy Gassion et publiés dans C'Smart en 2019 et 2022.





RAPPROCHEMENT CONCRET

Elles étaient 17 entreprises guadeloupéennes et martiniquaises à effectuer une mission de prospection commerciale à Sainte-Lucie avec la Team France Export Antilles-Guyane. 6 jours, pour également renforcer les liens commerciaux et la coopération entre les territoires.



Sauvetage en bio

LES PRODUITS BIO FERAIENT MOINS RECETTE ET C'EST À L'OCCASION DU SALON DE L'AGRICULTURE QU'A ÉTÉ FAITE L'ANNONCE SUIVANTE : LE FONDS D'URGENCE AU BIO PASSE DE 50 À 90 MILLIONS D'EUROS. LES PREMIERS VERSEMENTS DEVRAIENT POUVOIR SE FAIRE D'ICI FIN JUIN.

GUADELOUPE

ÉNERGIE RENOUELE FAIT MAISON

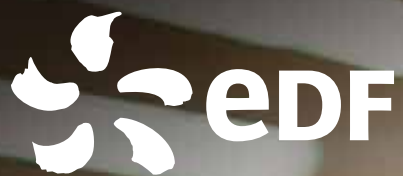
Ce mois-ci s'est tenu le deuxième stage de l'entreprise Piggott pour apprendre à construire sa propre éolienne en bois de 3,60 m de diamètre, pour une production maximale de 1 500 W. Une technique développée par Hugh Piggott.



GUADELOUPE

RENFORCER LE LIEN CARIBÉEN

La troisième édition de l'appel à projets, « Je coopère avec les pays de l'OECD » a révélé les trois lauréats de cette année qui souhaitent s'ancrer davantage dans le bassin caribéen. Figurent l'association Lakou Bokantaj pour son projet Lyannaj banzil karayib qui fait la promotion de la diversité linguistique et culturelle, le CREPS avec son projet Échange linguistique, culturel et sportif et le CO.RE.CA. (commission jeunesse) pour la deuxième phase de son projet CARIB'EXCELLENCE. Les lauréats bénéficient à présent d'un accompagnement financier et d'un au développement de leurs projets.



**AGIR
PLUS**

**VOTRE ENTREPRISE
A TOUT À GAGNER
À ÉCONOMISER
DE L'ÉNERGIE**

La maîtrise de vos dépenses énergétiques est un levier de compétitivité pour votre entreprise. Éclairage, climatisation, isolation, eau chaude sanitaire, motorisation ou autre solution énergétique performante, EDF en Martinique accompagne financièrement et techniquement votre entreprise dans sa transition énergétique afin de réduire considérablement sa facture d'électricité.

Contactez nos chargés d'affaires en efficacité énergétique : agirpluspro-mq@edf.fr

En savoir plus sur nos aides financières sur edf.mq/agir-plus



18

C'EST LE NOMBRE D'EXERCICES DE SIMULATIONS ACCESSIBLES GRATUITEMENT ET MIS EN PLACE DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION PRÉPA'RISK. LE BUT ? QUE CHAQUE COLLECTIVITÉ DE FRANCE ET D'OUTRE-MER PUISSENT TESTER, DU 8 AVRIL AU 18 JUIN, SON DISPOSITIF ET SON ORGANISATION FACE AUX RISQUES MAJEURS. PLUS D'INFORMATIONS SUR : WWW.PREPARISK.FR

Guyane

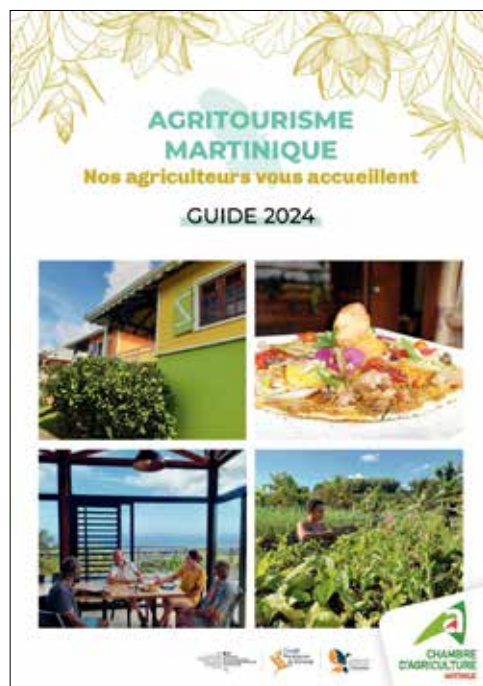
PLAINTÉ ONUSIENNE

C'est vers l'ONU que se sont tournés les 200 habitants du village Prospérité de l'Ouest Guyanais afin d'alerter sur les travaux d'une centrale électrique sur des terres qu'ils utilisent pour vivre. Selon les procédés de l'ONU, la plainte sera portée au Conseil des droits de l'homme et la procédure confidentielle.

Martinique

Suivez le guide !

C'est le premier guide de ce genre. « Agritourisme en Martinique, nos agriculteurs vous accueillent » répertorie toutes les bonnes adresses qui permettent d'allier tourisme et agriculture.



15 MILLIONS

C'est la coquette somme qui remplit l'enveloppe de l'appel à projet Fonds d'intervention maritime (FIM). Les projets doivent valoriser le développement durable des activités maritimes et être en lien avec l'aménagement du territoire, le développement de l'économie bleue et la planification, ou la formation aux métiers de la mer. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 16 avril. Pour plus d'informations : fim@mer.gouv.fr.



Autos GM

La Garantie des Grandes Marques

À TOUS CEUX

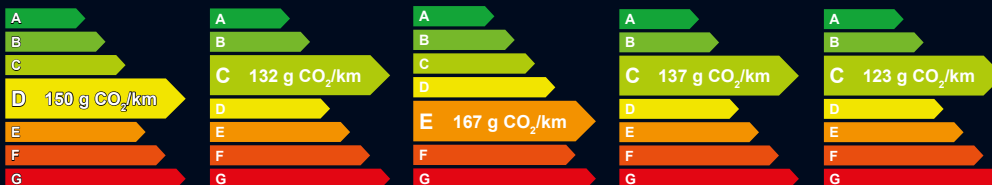
QUI VEULENT

LE MEILLEUR...



LES MEILLEURES MARQUES AU MEILLEUR PRIX

JUSQU'AU 30 AVRIL 2024



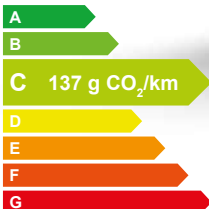
Modèles présentés : SEAT Ateca Style 1.5L 150ch Tsi, conso mixte : 6.4l/100 km / CO2 : 150g/km. Opel Mokka GS Line 1.2 130CH Turbo avec options, conso mixte : 5,9 l/100km / CO2 : 132 g/km. AUDI Q3 S line 40 TDI quattro S tronic, conso mixte : 6.4l/100 km. CO2 : 167g/km. Volkswagen T-Roc R-Line, conso mixte (l/100km) : 5.2 / CO2 : 137 g/km. KIA Picanto Active 1.2L avec options, conso mixte : 5,6l/100 km / CO2 : 123g/km. Offre réservée aux particuliers non cumulable avec toutes autres offres en cours, valable jusqu'au 30 avril 2024 dans la limite des stocks disponibles. Photo non contractuelle. Sous réserve d'erreur typographique. Voir conditions en concession.



Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer.



**À TOUS CEUX QUI
VEULENT LE MEILLEUR**



T-Roc R-Line

À partir de **349€/mois***

UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ. VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER.

* Exemple pour une location avec option d'achat de 28990€ d'une durée de 61 mois et d'un kilométrage annuel de 15000 km, 1er loyer de 7400€ suivi de 60 loyers mensuels de 349€ hors assurance facultative, option d'achat finale de 7248€, soit un montant total dû sans option d'achat finale de 28418€ hors assurance facultative (dont 107,95€ de frais de dossier). Montant total dû avec option d'achat finale de 35666€ hors assurance facultative (dont 107,95€ de frais de dossier). Le coût mensuel de l'assurance facultative Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de travail, souscrite auprès de Cardif Assurance Vie et Cardif Assurance Risques Divers, est de 24,6126€ par mois qui s'ajoute au montant du loyer ci-dessus. Coût total de l'assurance facultative : 1477€. * Loyer arrondi à l'euro supérieur. Publicité diffusée par votre point de vente automobile en qualité d'intermédiaire de crédit à titre non exclusif de Crédit Moderne Antilles-Guyane. Cet intermédiaire apporte son concours à la réalisation d'opérations de location avec option d'achat sans agir en qualité de bailleur. Sous réserve d'étude et d'acceptation par Crédit Moderne Antilles-Guyane (société détenue à 100 % par BNP Paribas Personal Finance), SA au capital de 18 727 232 € - Siège social Imm. Le Sémaphore, ZAC Houelbourg Sud II, ZI Jarry, Rue René Rabat, 97122 Baie-Mahault - RCS Pointe-à-Pitre 341 891 653 N° Orias 07 027 94(www.orias.fr). Vous disposez d'un droit de rétractation. Modèle présenté : T-Roc R-Line 1.5L TSI 150 DSG 8cv. Offre réservée aux particuliers non cumulable avec toutes autres offres en cours, valable jusqu'au 30 avril 2024 dans la limite des stocks disponibles. Photo non contractuelle. Sous réserve d'erreurs typographiques. Voir conditions en concession. Conso mixte (l/100km) : 5.2.

Autos GM
La Garantie des Grandes Marques

Contacts :

Mobile ou Whatsapp : **0696 36 90 17** • Standard Volkswagen Martinique : **0596 42 72 20**

Pensez à covoiturier **#SeDéplacerMoinsPolluer.**

Martinique

UNE PREMIÈRE AVEC CORSAIR

La compagnie aérienne teste depuis le 8 mars un projet de gestion des déchets dans les vols à destination de la Martinique. Le procédé est simple : trier les plateaux à l'arrivée des vols et établir des partenariats avec les filières locales de valorisation des déchets. C'est la première fois qu'une compagnie aérienne met en place un système de tri et de gestion des déchets au sol.



Nouvelle tête

Élaborer, coordonner, promouvoir et suivre les projets de développement de l'autonomie alimentaire sur les territoires ultramarins. C'est la mission du nouvellement nommé délégué interministériel à la souveraineté agricole des Outre-mer. Son nom, Véronique Solère. Femme connue pour ses fonctions de conseillère agricole sous la présidence de Nicolas Sarkozy, ou encore en tant que conseillère agricole pour l'État français en Russie.

Martinique

Ouf !

Alors que l'état de santé des fonds marins est source de préoccupations pour beaucoup, une cartographie publiée par la revue Cell Reports Sustainability faite à partir de l'imagerie satellitaire et l'intelligence artificielle, révèle que la surface occupée par les récifs coralliens est 25 % plus étendue que ce que suggéraient les dernières estimations. La superficie totale des récifs serait équivalente à celle de l'Allemagne.



Martinique

MARCHÉ NUMÉRIQUE

www.martinique.productionlocale.com :
c'est une nouvelle plateforme à consulter qui regroupe des producteurs locaux en artisanat d'art, en agriculture, agroalimentaire, ou encore élevage.

Entrepreneuriat

« NOUS VOULONS SOUTENIR L'ÉMERGENCE DE TALENTS »

Charlène Duquesnay, sous-préfète de La Trinité

Lancé en octobre 2021, le plan France 2030 est inédit par son ampleur. Nous avons rencontré Charlène Duquesnay, sous-préfète de La Trinité, en charge du développement économique, qui nous rappelle que nos entreprises locales sont de parfaites candidates. Entretien.

Texte Floriane Jean-Gilles – Photo Jean-Albert Coopmann

Vous avez pris vos fonctions de sous-préfète de La Trinité le 22 juin 2022, quels sont les enjeux locaux et les problématiques du territoire qui se dessinent ?

Charlène Duquesnay : Initialement, j'exerçais mes fonctions sur deux arrondissements : Saint-Pierre et La Trinité. Depuis l'arrivée de ma consœur, Amélie de Sousa, à la sous-préfecture de Saint-Pierre, je représente uniquement l'arrondissement de La Trinité. Les enjeux sont nombreux, car c'est un territoire qui est en plein développement. Nous sommes, selon moi, à une période charnière en termes de développement économique et durable. Nous nous attachons également à traiter les enjeux nationaux, tels que le recul du trait de côte et la gestion des décharges littorales, avec une acuité particulière sur notre territoire.

Vous êtes également chargée du développement économique, quels sont les plans d'investissements accessibles à nos entreprises locales ?

C'est en effet une mission qui m'est dévolue au niveau de la préfecture. Je travaille en collaboration avec une chargée de mission, à Fort-de-France. Il existe plusieurs plans d'investissements nationaux auxquels les entreprises du territoire peuvent se porter candidates via des appels à projet ou des appels à manifestation d'intérêt. Le plan France 2030 représente une enveloppe de 54 milliards d'euros au niveau national. L'objectif est de booster l'innovation et de réindustrialiser le pays. Nous nous attachons à territorialiser les objectifs afin qu'ils aient du sens pour nos entreprises, les problématiques telles que le développement durable, la promotion d'une alimentation saine, l'agro transformation ou encore l'eau et l'assainissement en sont quelques exemples. En Martinique, nous comptons 22 lauréats du plan France 2030, pour un total de 20 millions d'euros d'aide. D'autres plans, plus spécifiques, sont également accessibles tels que France 2030 régionalisé (5,4 millions d'euros partagés à parts égales entre

l'État et la CTM), Destination France pour le tourisme (1,9 milliard d'euros à l'échelle nationale) et territoire d'industrie qui accompagne les projets industriels sur le territoire. Au sein de ce programme, ce sont 100 millions d'euros qui seront déployés cette année dans le cadre du Fonds vert qui vise à stimuler la transition écologique.

Comment accompagnez-vous les entreprises dans ces démarches ?

Notre mission consiste à écouter le porteur de projet afin de l'orienter vers l'accompagnement et le financement adéquats, et ce jusqu'au dépôt du dossier.

Ce sont généralement des démarches administratives assez lourdes, l'idée est de faciliter le parcours des candidats. Si le porteur de projet est lauréat, nous reprenons alors le dossier et réunissons les services de l'État compétents, c'est ce que l'on appelle, dans notre jargon, la revue d'accélération. C'est un cercle vertueux car cela peut générer la création d'emplois. À titre d'exemple, l'école supérieure des arts visuels numériques, Parallel 14, lauréat du plan France 2030, a ainsi la volonté de développer l'enseignement à distance et d'ouvrir une école en Guadeloupe puis en Guyane.

“ En Martinique, nous comptons 22 lauréats du plan France 2030, pour un total de 22 millions d'euros d'aide ”

Quels sont les secteurs d'activité les plus porteurs pour l'avenir ?

Tout ce qui a trait à l'agro transformation et, au-delà à une alimentation saine et durable. La question de l'autosuffisance alimentaire est un enjeu crucial ; d'ailleurs de nombreux acteurs s'en saisissent. Nous comptons, par exemple, le PARM parmi les lauréats. Nous avons la chance d'avoir sur notre territoire une agriculture qui innove. Je constate qu'il y a aussi une vraie dynamique autour de l'économie circulaire et de la valorisation de nos ressources. Il y a, en Martinique, un réel besoin d'ingénierie et de structurer les filières pour permettre aux jeunes entreprises de se développer pleinement, en revanche le fait de travailler en réseau est une tendance qui s'amorce.



Christel Coïta, directrice de la Culture et des Arts

L'URBANITÉ AU SERVICE DE L'EXPÉRIENCE TOURISTIQUE

L'image de la **ville de Schoelcher** est majoritairement perçue comme urbaine. Cependant, en mai 2022, le Préfet de la Martinique prend un arrêté promulguant la ville «**Commune Touristique**». Pour Christel Coïta, directrice de la Culture et des Arts, l'obtention de ce label est une reconnaissance de la qualité de son offre touristique et de ses infrastructures, ainsi que de ses efforts pour promouvoir le **tourisme local**. Texte Julie VdW – Photo Jean-Albert Coopmann

La ville a reçu le label de commune touristique en 2022, qu'est-ce que cela signifie ?

Christel Coïta : Ce label témoigne de l'engagement de la ville à offrir un accueil et des services de qualité aux visiteurs, tout en valorisant son patrimoine culturel et naturel. Il confirme également que Schoelcher répond aux critères stricts définis pour garantir une expérience touristique enrichissante et agréable.

Quels sont les atouts de la ville en matière d'offre touristique ?

La ville de Schoelcher propose aux visiteurs un tourisme patrimonial, mémoriel, d'affaires, sportif et de savoir-faire. Que vous souhaitiez vous détendre au soleil, pratiquer des activités nautiques ou simplement admirer un coucher de soleil, les plages de Schoelcher sauront vous séduire. Les objectifs principaux de la stratégie touristique visent à développer le tourisme patrimonial et mémoriel mettant en valeur ses sites et monuments historiques, tels que l'habitation Fonds Rousseau (1660), ainsi que l'Art dans la ville à travers des visites guidées, des expositions, de la danse, de la musique, du théâtre, des rencontres littéraires et des événements culturels comme « Chèlchè ka sonjé » le 22 mai. D'autres temps forts tels que la « Semaine nautique internationale », « l'Open Corsair International » et le « Festival en pays rêvé » dynamisent l'attractivité de Schoelcher et encouragent les échanges entre les voyageurs et les résidents, une dimension de plus en plus recherchée par les touristes.

Quelles sont les nouveautés en termes d'offre touristique ?

En termes d'offre touristique, les nouveautés à Schoelcher sont l'organisation de visites guidées gratuites à l'habitation Fonds Rousseau, deux fois par semaine, les mercredis et vendredis du mois d'avril ainsi que des visites de la ville, également en compagnie d'un guide, les samedis en partenariat avec l'office de tourisme terres du centre.

Qu'en est-il de l'offre d'hébergement sur la commune ?

L'offre d'hébergement est diversifiée. Les deux établissements hôteliers de la ville bénéficient d'une vue imprenable sur la mer des Caraïbes. Pour ceux préférant un hébergement plus intimiste, des chambres d'hôtes, des meublés de tourisme et des gîtes sont également disponibles à Schoelcher.

Entre nous, quels conseils donneriez-vous à des visiteurs de passage ?

Je conseillerais vivement aux visiteurs de passage de pleinement jouir de leur séjour en flânant le long du littoral, en nageant aux côtés des tortues à l'Anse Madame, labellisée station balnéaire, en assistant à une projection cinématographique à Madiana, en se divertissant au casino, en sirotant un rafraîchissement dans un de nos restaurants de plage, en se baladant en famille sur la place des Arawaks, en pratiquant le basket-ball sur l'esplanade, en explorant l'habitation Fonds Rousseau et en savourant le délicieux miel de de l'apiculteur Dimitri Duno.



Culture, Identité et Liberté

J'❤️
Schœlcher.

À LA DÉCOUVERTE DE SCHŒLCHER

CIRCUIT GUIDÉ

TOUS LES SAMEDIS À 9H • JUSQU'AU 25 MAI 2024

Point de départ:

- BUREAU D'INFORMATION TOURISTIQUE
Office de Tourisme Terres du Centre Martinique
- PLAGE DU BOURG
- BATTERIE SAINTE-CATHERINE
(étape ou commentaire)
- STÈLE HOMMAGE AUX MARINS DISPARUS - Hector Charpentier
- HÔTEL DE VILLE
- MONUMENT AUX MORTS
- ÉGLISE NOTRE-DAME DE LA NATIVITÉ
- FRESQUE LIBERTÉ - Victor Anicet
- SCULPTURE MONUMENTALE
"Les Arbres de la Liberté" - Henri Guédon
- EMBOUCHURE DE LA RIVIÈRE CASE NAVIRE
- ESPLANADE DES ARAWAKS

Fin de parcours



mode
circuit à pied



durée
2 heures



accessibilité
accès partiel
nous consulter



dénivelé
modéré à faible



effectif
20 pax



enfant à partir de
6 ans



prix
12€ - adulte
6€ enfant (6-12ans)



Réservation obligatoire 48h avant

0596 80 00 70

contact@tourisme-centre.fr

www.terresducentremartinique.fr

Sobriété énergétique

DERNIÈRE LIGNE DROITE POUR BÉNÉFICIER DU PROGRAMME SEIZE

Depuis 2021, porté par **ECO CO2**, le programme SEIZE permet aux professionnels de réduire leurs consommations d'énergie. Katherine Baflast, responsable du Pôle Energie pour le Carbet des Sciences travaille à son déploiement sur le territoire. Elle nous en dit plus.

Texte Edouard Saëlen - Photo Jean-Albert Coopmann

Comment se déroule un accompagnement dans le cadre du programme SEIZE ?

Katherine Baflast : Des conseillers spécialisés, dont je fais partie, proposent aux professionnels d'initier plusieurs actions pour les aider à mieux maîtriser leur consommation énergétique. Cela passe par des ateliers de sensibilisation des collaborateurs, l'installation de kits de mesure et de suivi des consommations d'électricité, la mise en relation avec d'autres dispositifs d'aide ainsi qu'une « visite énergie » pour réaliser un état des lieux énergétique des locaux professionnels et bénéficier d'un premier plan d'action. Toutes ces démarches sont 100 % gratuites pour les professionnels.

Concrètement, qu'est-ce que les professionnels peuvent en attendre ?

Avant tout, des économies ! On constate que les bénéficiaires du programme SEIZE, qui maîtrisent et adaptent leurs usages énergétiques, réduisent significativement le montant de leurs factures. Au-delà des économies financières, ces nouvelles pratiques visent à gagner en compétitivité, à réduire le bilan carbone de son activité, à renforcer son image auprès de sa clientèle, ainsi qu'à impliquer ses salariés ou ses fournisseurs dans un projet porteur de sens.

Qu'est-ce qui fait toute la valeur ajoutée du programme ?

SEIZE met un point d'honneur à s'adapter à chaque entreprise ou collectivité, notamment à travers ce qu'on appelle la visite énergie. Cette offre permet aux professionnels d'obtenir un premier état des lieux énergétique des locaux, d'installer un système de relevé des consommations électriques, et d'établir

un plan d'actions détaillé des initiatives à mettre en place. Le Carbet des Sciences peut miser sur sa grande expérience pour ajuster le plus finement possible la visite énergie au professionnel concerné.

Quand et comment se lancer dans la démarche ?

Si leur activité est affiliée à l'OPCO EP (Opérateur de compétences des entreprises de proximité), les professionnels peuvent contacter directement leur agence locale, partenaire du programme SEIZE. Le programme a entamé sa dernière année, il ne reste que jusqu'à la fin de l'année pour s'inscrire. C'est donc le meilleur moment pour se lancer !

418

C'est le nombre de professionnels qui ont participé au programme SEIZE en Martinique. Conçu pour sensibiliser et accompagner les entreprises et collectivités vers plus de sobriété énergétique, le programme est adapté aux spécificités locales et se décline selon les besoins du bénéficiaire. Il est financé à 100 % dans le cadre du dispositif des Certificats d'économies d'énergie (CEE), labellisé par le ministère de la Transition écologique et soutenu par l'ADEME.



Katherine Baflast, responsable Pôle Energie pour le Carbet des Sciences

Témoignage

Pascal Alingéry, responsable RSE pour Groupama Martinique

“Dans notre quête pour une gestion énergétique responsable, Groupama Martinique a rejoint le programme SEIZE dès le second semestre 2022. Initialement piloté par mon département RSE et le Secrétariat général, le projet a progressivement gagné le soutien des départements informatique, logistique, puis de nos salariés bien que cela soit un travail pédagogique donc de longue haleine. Aujourd’hui il nous reste du chemin, la moitié de nos sites sont encore à équiper, et on espère faciliter la sensibilisation de tous pour atteindre 15 à 20 % de réduction des besoins énergétiques dans les deux ans. SEIZE représente pour Groupama Martinique une formidable opportunité d’acter sa transition en se reposant sur des professionnels compétents. On souhaite ensuite convaincre nos sites de Guadeloupe et de Guyane de suivre cet exemple.”

FAIRE ENTENDRE ET PROSPÉRER **LES ÉCONOMIES ULTRAMARINES**

L'enjeu fondamental pour la Fédération des Entreprises des Outre-Mer est d'encourager le développement économique des entreprises. À ce titre, la Fedom initie des séminaires thématiques dans tous les outremers. Le dernier en date se déroulait à Saint-Martin. L'occasion d'échanger avec Hervé Mariton, président de la FEDOM.

Texte Ann Bouard - Photo Raphaël Novella

VOGEL

Saint-Martin

M. Hervé MARITON

Président de la FEDOM



En janvier 2023, dans une précédente interview, vous aviez déclaré : « je veux créer un réflexe outremer ». Un an plus tard, ce réflexe est-il acquis ?

Dans le vocabulaire sûrement, puisque l'expression a prospéré et est assez largement utilisée aujourd'hui. On est passé d'une sorte de prière un peu résignée, revendiquant l'exception outremer, à une mobilisation plus active. C'est un succès de vocabulaire et les mots influent sur l'évolution du monde. Ensuite il y a la réalité. Pour qu'il y ait ce réflexe, il ne suffit pas de le demander, il faut le construire et y travailler. C'est mon action au sein de la FEDOM, non pas par des revendications mais par des propositions. Il ne faut pas être plaintifs, il faut être actifs !

Concrètement est-ce que cela influe sur les dossiers ?

En 2023, les séminaires sur la transition énergétique ont eu pour résultat des percées lors de la loi de finances

2024 permettant la défiscalisation du photovoltaïque en autoconsommation et de manière plus révélatrice un changement sur la manière de faire. La ministre de la Transition énergétique a organisé un groupe de travail permanent sur les zones non interconnectées, principalement les outremer, dans le plan géothermie, un volet a été prévu et les moyens pour suivre les dossiers seront renforcés.

Souvent lorsqu'une loi sort, on se pose la question de ce que l'on va faire des Outre-mer. On renvoie cela à des ordonnances qui échappent à la concertation et à la délibération. Sur la transition énergétique, le réflexe outremer de la ministre de l'époque a été de se poser la question dès le début. Mais il n'existe pas encore suffisamment, par exemple, sur le Bail responsable et solidaire où, la discussion avec le ministère du Logement est un peu compliquée. Il faut faire en sorte que les questions soient portées par le ministère des

Outre-mer mais qu'elles immergent l'ensemble des réflexions. Vous me dites un an après, "est-ce que l'on a avancé?". La réponse est oui !

Après plusieurs séminaires, quelles différences notables ou points communs notez-vous dans les Outre-mer ?

Il y a des différences institutionnelles et l'on ne peut pas mettre tout le monde sous la même toise, car c'est inadapté et contraire à la réalité. Chaque territoire a un chemin complètement autonome, mais l'État est incapable de gérer 12 politiques différentes ne serait-ce qu'en termes de moyens humains. Il faut donc assumer les facteurs différenciants, la propriété immobilière rappelée ici à un sens plus fort avec les aléas climatiques depuis Irma, le contexte démographique, la taille du territoire, la proximité de St Barth. Surtout, il faut travailler en lien avec les responsables locaux, tout comme il faut travailler sur les points communs, comme les carences du système assurantiel, les problèmes d'indivision, l'adaptation du processus constructif, etc. La relation du territoire avec les territoires voisins est aussi un facteur dont il faut tenir compte.

Actuellement vous travaillez sur le thème du BTP et du logement ?

On a prévu d'aller dans tous les territoires pour bien appréhender ces sujets, pour repérer les propositions, pour les légitimer à la fois dans notre parole mais aussi la parole qui est portée sur place. Si nous sommes les seuls à nous exprimer, ça marche moins bien que si elles sont aussi exprimées sur le terrain. Plus nos propositions résultent d'un travail sur le terrain, mieux c'est. Sur le logement, il faut davantage prendre en compte les carences de logements intermédiaires. Le logement social a sa part mais il n'y a pas que cela. Il faut mettre en avant le rôle des aménageurs, c'est aussi un élément commun.

Les entreprises doivent s'engager dans la transition écologique, réduire leur empreinte carbone mais certains équipements ne peuvent pas être assurés ?

À tort et c'est une carence du précédent séminaire, on n'a pas parlé de cet autre facteur commun qui est l'empreinte carbone et le fait que les Outre-mer ont à y réfléchir. Sur les panneaux photovoltaïque par exemple, légalement ils peuvent être assurés, mais certains assureurs rechignent. Il y a là un sujet, car il y a un nœud qu'il faut identifier et il faut que l'on y

travaille. Il y a un autre sujet commun, qui est celui de la simplification. On va porter un certain nombre de propositions au gouvernement pour la simplification. Beaucoup de points restent encore à aborder et à solutionner.

La disparition d'un ministère des Outre-mer de plein exercice impacte-t-elle les décisions pour les outre-mer ?

Les rôles sont bien répartis et la ministre déléguée assume ses responsabilités. C'est une femme de qualité, elle a envie de se lancer dans le fond des sujets. J'ai été brièvement ministre des Outre-mer, je pense que c'est mieux que les outremer ait un ministère plein. Pas tant par rapport au ministère de l'Intérieur que par rapport aux autres ministères et au fonctionnement de l'interministérialité. Cela n'est pas un manque de considération mais cela peut compliquer certaines relations administratives. Or, beaucoup de sujets d'outremer sont en relation avec d'autres ministères et donc cela peut jouer.

Les Outremer attendent beaucoup du CIOM, qui cependant tarde à se réunir ?

Clairement la longueur du remaniement et le délai de mise en place des cabinets ministériels ont ralenti la machine et il va falloir qu'il y ait au moins un point d'étape sur la mise en œuvre des mesures annoncées en juillet 2023, avec le ministre Carenco. Il y a des avancées positives, d'autres peuvent poser question, il faut faire un point

là-dessus. En décembre avec le ministre Vigier, un point a été fait sur cette mise en œuvre. Donc le plus tôt il y aura un nouveau point cette fois avec Madame Guévenoux mieux ce sera. Et on y travaille déjà.

Où en sont les mesures pour la modération des prix de l'énergie ?

Le parlement a voté dans le budget 2023, sur une idée de la Fedom, une aide pour les producteurs qui utilisent du fioul dans leurs sites de production. Cette aide a été votée mais n'a malheureusement pas été appliquée. Ce n'est pas un bon point. Depuis un an, le marché de l'énergie s'est calmé, mais il faut être attentif sur l'avenir. Il y a des choses qui ont avancées récemment sur l'éligibilité des petits acteurs économiques au tarif réglementé. Il y a un débat en cours. Nous sommes attentifs à cela. Et plus largement lié à la mise en œuvre de la transition énergétique sur l'ensemble du territoire.

IL NE FAUT
PAS ÊTRE
PLAINTIFS,
IL FAUT ÊTRE
ACTIFS !

Docteurs en sciences

“Sur quoi travaillez-vous ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs de l'Université des Antilles-Guyane. Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Mailie Saint-Hilaire

Réussir à doser la chlordécone dans les organismes vivants

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

« Toxicocinétique de la chlordécone chez la brebis »

Où et quand l'avez-vous soutenue ?

Le 17 décembre 2018 à Nancy au sein de l'université de Lorraine.



Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

J'ai développé des outils pour comprendre comment s'élimine la chlordécone et ses déchets depuis l'organisme animal.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Dans le cadre de ma thèse, j'ai développé des méthodes d'analyses de la chlordécone et de ses métabolites dans les matrices alimentaires et biologiques animales (sang, urine, fèces, foie, etc.). J'ai pu ainsi mettre au point des procédures plus rapides, sensibles et moins coûteuses et qui ont surtout permis le développement et la validation d'une méthode de dosage de la chlordécone en Guadeloupe dans le sang de la population (chlordéconémie).

À l'université de Lorraine, j'ai également participé à l'élaboration d'un outil d'aide à la décision pour les éleveurs de bovins aux Antilles dans le cadre du projet ANR INSSICCA (stratégies innovantes pour produire des denrées animales saines dans les zones contaminées par la chlordécone). Cet outil permet de déterminer plus précisément les temps de décontamination des bovins contaminés et permet à l'éleveur d'être sûr d'amener un animal non chlordéconé à l'abattoir. Le but est de développer une filière bovine formelle qui tende vers le « zéro chlordécone ».

Que faites-vous aujourd'hui ?

Je suis responsable R&D chimie au sein de l'Institut Pasteur de la Guadeloupe. Je suis impliquée dans plusieurs projets de recherche autour de la chlordécone et j'utilise en particulier mon expertise en développement et validation de méthodes d'analyses. Je souhaite aussi dynamiser davantage la recherche dans la Caraïbe. J'ai lancé, en mai 2023, un podcast "Caribéenne & Scientifique" qui met en lumière des profils de scientifiques caribéens. Depuis quelques mois, j'accompagne les doctorant(e)s scientifiques tout au long de leur parcours doctoral.

Bailleur social

UNE POLITIQUE DU LOGEMENT SANS COMPLEXE

Créée en 1955, la **SIMAR**, 1^{er} bailleur de la Martinique, rejoint le groupe CDC Habitat en 2017. De passage sur l'île début mars, nous avons rencontré la présidente du directoire de CDC Habitat, Anne-Sophie Grave. Entretien.

Texte Floriane Jean-Gilles – Photo Jean-Albert Coopmann

“La SIMAR
va investir
environ
50 millions
d’euros
cette année”



Anne-Sophie Grave, présidente du directoire de CDC Habitat

Le contexte national de crise immobilière a-t-il un impact sur la politique du logement de CDC Habitat ?

Anne-Sophie Grave : Nous avons mis en œuvre, en 2023, un plan national de soutien à la production de logements. Ce plan a consisté à précommander 17 000 logements auprès des promoteurs immobiliers. Cette crise immobilière est née d'une conjoncture particulière: la hausse des taux d'intérêts alliée à la crise de l'énergie. De la première a découlé une panne de l'accession à la propriété ; la seconde a entraîné une forte augmentation du prix des matériaux et, par conséquent, des coûts de construction. Notre objectif était donc de permettre l'engagement des chantiers afin de relancer la filière pour lui permettre de démarrer 2024 plus sereinement, même si cette année restera difficile. En Martinique, le constat est le même, avec un léger décalage par rapport à l'Hexagone. La SIMAR a d'ores et déjà identifié un certain nombre d'opérations, environ 200 logements, pour permettre aux chantiers de continuer.

Compte tenu des enjeux de développement durable et d'économie d'énergie, quels sont les engagements de la SIMAR ?

La SIMAR est très en avance sur ces enjeux, son engagement est même exemplaire pour les autres territoires ultramarins. Elle a réalisé des travaux de rénovation du parc existant, y compris de confortement sismique, ainsi que l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures. Une partie de l'électricité générée sert à la consommation des résidents, avec un réel bénéfice pour les locataires car cela représente une économie d'environ 120 € par an sur les factures d'électricité. Cette année, ce sont 100 000 m² de toiture qui seront équipées. Nous pouvons également citer la production d'eau chaude solaire, le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques, la renaturation des sols pour les rendre moins imperméables et, pour les nouvelles résidences, la mise en place d'équipements de récupération des eaux pluviales.

Quel est le rythme de la construction de logements par la SIMAR ces 3 dernières années et quel est l'objectif en 2024 ?

Sur les trois dernières années, la SIMAR a construit entre 150 et 200 logements par an. Pour 2024 et les années suivantes, l'ambition est d'être à 300 logements. 14 000 demandes de logements sociaux restent à satisfaire en Martinique. L'objectif de la SIMAR est d'atteindre un patrimoine de 14 000 logements à l'horizon 2030.

Qu'est-ce que cela implique vis-à-vis de la filière du BTP ?

Engager des chantiers dans ce contexte de crise permet de donner de la visibilité aux entreprises du secteur. La

SIMAR va investir environ 40 millions d'euros cette année. Quand la SIMAR s'engage sur un certain nombre de chantiers, cela permet aux entreprises du bâtiment de s'organiser et d'envisager de recruter, par exemple. C'est un cercle vertueux qui favorise l'instauration d'une confiance réciproque.

Avec 12 070 logements locatifs, en 2022, le parc de la SIMAR loge environ 10 % de la population martiniquaise... qu'est-ce que cela exige de vous ?

Nous devons une qualité de service à nos locataires. C'est la raison pour laquelle la SIMAR a renforcé son organisation de proximité l'année dernière en employant 43 gardiens d'immeuble, présents sur site. Cela crée du lien social et permet de traiter rapidement les demandes. Il s'agit aussi de s'adapter au mieux à la diversité des clientèles et à leurs besoins. Par exemple, la SIMAR intervient dans la requalification du cœur de ville de Fort-de-France avec la création de logements pour étudiants, rue Garnier Pagès, dans le cadre d'une convention avec la ville signée en 2022. La SIMAR a aussi une politique forte en faveur du logement pour les seniors. Cela consiste en l'adaptation du parc immobilier au vieillissement de la population pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées : la SIMAR investit environ 15 000 euros par logement pour renforcer l'accessibilité, à raison d'une centaine de logements par an. La SIMAR a également répondu à un appel à projet de la CTM pour la construction de deux résidences autonomie à Trinité et à Ducos.

Au cours des dernières années, comment le rôle de bailleur a-t-il évolué ?

Notre mission première n'a pas changé : il s'agit d'offrir un toit aux personnes qui disposent de ressources modestes ou qui sont en difficulté sociale ou économique. Pour loger ces personnes, il faut construire, et c'est en cela que notre action est en perpétuelle évolution car il s'agit de s'adapter aux besoins du territoire, qui évoluent eux aussi. On remarque par exemple que les logements les plus anciens du parc sont très grands alors qu'aujourd'hui les demandes concernent des logements plus petits. Notre rôle consiste à identifier ces besoins pour y apporter la réponse appropriée.

CDC Habitat est l'actionnaire majoritaire de la SIMAR. Opérateur global de l'habitat d'intérêt public, CDC Habitat gère un parc de 550 000 logements à l'échelle nationale, dont près de 20 % en Outre-mer.

CAP SUR LE MARTINIQUE BOAT SHOW

Les professionnels de la filière nautique caribéenne se donnent rendez-vous du 30 mai au 2 juin prochain pour la 4ème édition du Salon nautique de la Martinique. Au fil des éditions, le Cluster Maritime de la Martinique, porteur de la manifestation, en a fait avec le soutien de ses partenaires publics et privés le rendez-vous incontournable des professionnels et passionnés de la mer.

3 OBJECTIFS

#1 Faire rayonner le savoir-faire local

En offrant une visibilité et un espace d'échanges aux entreprises de l'économie bleue. Le bassin caribéen est le 1er bassin de navigation et de pratique au monde : une opportunité de croissance pour nos entreprises.

#2 Construire un espace de dialogue

Pour favoriser le développement de nouveaux services, l'innovation et mettre en lumière les démarches écoresponsables.

#3 Faire découvrir les opportunités d'emplois et de formation de la filière

Travailler à une meilleure connaissance des métiers est notre crédo. La mer, c'est aussi de nombreuses opportunités d'emploi à terre !



Le Martinique Boat Show, c'est :

4 jours de salon au Port-de-Plaisance de l'Etang Z'abricots

5000 m² d'espace d'exposition

Plus de **75** exposants

3600 visiteurs qualifiés

LE SALON DE LA FILIÈRE NAUTIQUE CARIBÉENNE

Le Martinique Boat Show s'affirme comme le rendez-vous incontournable de la filière nautique caribéenne. Réunissant les acteurs majeurs du secteur, il offre une vitrine exceptionnelle pour présenter les dernières innovations, échanger sur les tendances du marché et développer des partenariats stratégiques. Cette année encore, les exposants se préparent à présenter leurs produits et services dans un cadre professionnel et convivial. En trois éditions, il a acquis la réputation d'un salon spécialisé où se rencontrent les professionnels du secteur et les plaisanciers débutants comme confirmés.

LE PORT-DE-PLAISANCE DE L'ETANG Z'ABRICOTS, UN LIEU D'EXPOSITION UNIQUE

Niché au cœur la baie de Fort-de-France, le Port-de-Plaisance de l'Etang Z'Abricots, partenaire historique du Martinique Boat Show, offre un cadre idéal pour accueillir le salon nautique. Avec un espace d'exposition à terre de 5000m² et ses espaces à flot, il constitue un lieu unique par ses dimensions et son emplacement central où les visiteurs peuvent découvrir une large gamme de bateaux, d'équipements et de services nautiques.

LE MARTINIQUE BOAT SHOW ENGAGÉ POUR L'AVENIR

Deux axes sont au centre de l'engagement du Martinique Boat Show pour le futur du secteur : faire connaître et valoriser les opportunités de métier et de business liés au nautisme en mettant l'accent sur l'emploi et la formation & sensibiliser à la préservation du milieu marin. Pour cette édition, le Campus de la Mer de Martinique organisera des tables rondes et des interventions spécifiques sur la formation, ses offres et ses enjeux. Engagé de la première heure pour la construction d'un avenir durable pour l'industrie nautique, le Cluster Maritime proposera avec le soutien des associations environnementales partenaires des animations et un parcours ludique pour sensibiliser à la préservation des écosystèmes marins.



UN ÉVÉNEMENT DU



AVEC LE SOUTIEN DE SES PARTENAIRES :



Contact Pros :

commercialisation@martinique-boat-show.fr

+0596 696 905 699

www.martinique-boat-show.fr

EN JUILLET

Notre nouvel hors-série JO

À LA RENCONTRE DE NOS ATHLÈTES

La rédaction d'Ewag Sport suit, depuis plusieurs mois, nos ambassadeurs originaires des Antilles-Guyane dans leur préparation et leur quête du Graal olympique. Athlètes, judokas, escrimeurs, gymnastes... tous rêvent de marquer l'histoire dans la capitale tricolore et de porter haut les couleurs de nos territoires.

EW'AG
sport



PARTICIPEZ

**AVEC NOUS À LA GRANDE
AVENTURE OLYMPIQUE**

Vous souhaitez communiquer ?

GUADELOUPE | SAINT-MARTIN

0690 37 54 82 / 0691 24 28 92

MARTINIQUE

0696 19 31 98 / 0696 07 62 64

GUYANE

0694 26 55 61

— ENTREPRISES

Carrière d'ultramarin

ESPRIT LIBRE



Chaque mois, la rédaction se penche sur des métiers exercés avec passion, des carrières d'ultramarins susceptibles d'inspirer et d'encourager les nouvelles générations. Retour express sur une carrière conçue sur le registre de la singularité, celle de la guadeloupéenne Claire Tancons, directrice artistique de la nuit blanche 2024 de Paris.

Texte Alix Delmas

À l'âge de 17 ans, après l'obtention de son baccalauréat au lycée Baimbridge, Claire Tancons quitte la Guadeloupe pour Paris. Diplômée de l'école du Louvre, puis du Courtauld Institute of Art de Londres, elle suit le programme d'études curatoriales du Whitney Museum of American Art de New-York. Elle débute sa vie professionnelle par un « fellowship » au Walker Art Center qui « lui ouvre les yeux sur l'art performance », nous confie-t-elle. Elle travaille ensuite à la galerie Paula Cooper puis est invitée à devenir la première curatrice professionnelle en résidence du CCA7 (Caribbean Contemporary Art Center) de Trinidad, lieu notamment connu pour être le premier studio de Peter Doig et Che Lovelace.

NAISSANCE D'UNE PRATIQUE À TRINIDAD

Trinidad devient alors le lieu où se fonde sa pratique curatoriale autour de la performance professionnelle. « Mon intérêt est né pour les formes collectives de défilés pour lesquels j'ai compris indépendamment de leur objet carnaval que le défilé en soi était un médium notamment pour des artistes venant de traditions où ces cultures demeurent vivaces » nous explique-t-elle. Dès lors, elle se demande si le lien entre le carnaval et la création artistique contemporaine qui existe à Trinidad existe aussi dans les autres îles de la Caraïbe. Elle rayonne alors sur le

bassin entre 2004 et 2007 à la faveur de bourses américaines et françaises qu'elle obtient pour ses recherches. Cette initiative personnelle d'étude nourrie par une conscience historique caribéenne lui permet de se forger une vision unique et une pratique qui lui est propre.

RECONNAISSANCE INTERNATIONALE

De plus en plus sollicitée, elle l'est, non pas parce qu'elle travaille pour telle ou telle institution, mais pour ce qu'elle porte et ce qu'elle fait. Son indépendance d'esprit, l'originalité de ses propositions la propulse à peine âgée de 30 ans comme curatrice associée de la biennale de la Nouvelle-Orléans, « Prospect 1 ». Okwui Enwezor, critique d'art, poète, commissaire d'exposition connu comme l'une des grandes figures de l'art contemporain, aujourd'hui disparu, saisit l'intérêt de son travail et l'invite à devenir l'une des curatrices juniors de la biennale de Gwangju en Corée du sud. Il est le premier à accepter le principe d'une exposition en mouvement qui serait donc une performance professionnelle. Elle réalise le projet « Spring », référence au printemps, saison propice à la naissance des mouvements de soulèvements populaires qui font écho aux événements de mai 80 de Gwangju. C'est un succès critique et populaire. Un souvenir d'une grande beauté pour la jeune guadeloupéenne.

BERLIN - PARIS - LA SUITE

Claire Tancons a vécu pendant 18 ans aux États-Unis (dont 11 ans à la Nouvelle-Orléans) et de par le monde pour les nombreuses biennales internationales d'art contemporain pour lesquelles elle travaillait (la dernière, en 2019, est celle de Sharjah aux Émirats arabes unis). Elle se rapproche ensuite de l'Europe, d'abord Berlin, où son fils naît, puis aujourd'hui Paris. Directrice artistique de l'édition 2024 de la Nuit blanche qui se tiendra du 1er au 2 juin sous le signe de la création contemporaine ultramarine, il est fort à parier que les propositions de la jeune guadeloupéenne happeront les esprits et les corps.

« MON INTÉRÊT EST NÉ POUR LES FORMES COLLECTIVES DE DÉFILÉS POUR LESQUELS J'AI COMPRIS, INDÉPENDAMMENT DE LEUR OBJET CARNAVAL, QUE LE DÉFILÉ EN SOI ÉTAIT UN MÉDIUM NOTAMMENT POUR DES ARTISTES VENANT DE TRADITIONS OÙ CES CULTURES DEMEURENT VIVACES »

CHIMEN POU L'EMPLOI

2^{ÈME} ÉDITION

Fort du succès de la 1^{ère} édition en 2023 avec 6 000 visiteurs, **France Travail** et ses partenaires organisent le jeudi 2 mai 2024 la 2^{ème} édition du salon "Chimen pour l'emploi" sur le parking du stade Pierre Alier. L'évènement va proposer aux chercheurs d'emploi un ensemble de services concernant l'insertion, la formation, l'orientation professionnelle ainsi que des leviers complémentaires en matière d'accompagnement social et d'accès aux droits.

Avec nos partenaires, notre ambition en 2024, est d'offrir des services en un seul lieu, le temps d'une journée, afin de favoriser le retour à l'emploi de tous les publics (chercheurs d'emploi, jeunes, seniors, personnes en situation de handicap, bénéficiaires du RSA, etc.).

Afin de faciliter l'orientation des visiteurs, le salon sera organisé en quatre pavillons : recrutement, formation, découvertes des métiers et accès aux droits.

- **Les chercheurs d'emploi** pourront accéder directement aux opportunités de recrutement dans tous les secteurs d'activité et rencontrer les employeurs.
- **Les entreprises ayant des offres** à proposer peuvent contacter leur conseiller dans nos agences pour organiser leur participation à l'évènement.



Stéphane Bailly, directeur régional de France Travail Martinique

« Dès la conception de cet évènement, nous sommes partis de principes qui sont au cœur de la réforme France Travail et qui visent à renforcer la coopération entre les acteurs et la démarche "allez vers" le plus large public pour leur proposer un ensemble de services. Ce projet est conforté par un partenariat et des habitudes de travail déjà établies pour lesquels je remercie le Préfet, le président de la CTM, le maire de Fort-de-France, les partenaires qui contribuent à la réalisation de ce salon.

Enfin, pour leur engagement à nos côtés, je tiens également à remercier les employeurs qui acceptent de recevoir en entretien les candidats sans présélection et peuvent ainsi élargir leur recherche de profils. »

Objectifs de l'événement :

- Favoriser la **rencontre** entre chercheurs et recruteurs ;
- Faciliter l'**accès à l'offre de formation** en cohérence avec les besoins du marché du travail ;
- Informer sur la création/reprise d'entreprise ;
- **Valoriser l'insertion** par l'activité économique dans le parcours de retour à l'emploi ;
- Faire **connaître l'offre de service** à destination des publics spécifiques (personnes en situation de handicap, jeunes, seniors, etc.) ;
- Donner un **accès direct** à l'offre de service des partenaires sur les champs de l'insertion, du social et de l'accès aux droits.

Témoignage : Roland Rosillette, directeur de « Homme et Territoires »



« De mon point de vue, cette manifestation a présenté un grand intérêt pour notre structure. Elle nous a permis, tout d'abord, sur un même lieu, de rencontrer de nombreux acteurs qui constituent l'écosystème social et de l'emploi du territoire. Elle nous a également permis d'être en relation avec de futurs salariés. En effet, nous étions à la recherche de personnel tant en insertion que pour nos pôles d'encadrement. Nous avons été satisfaits de la qualité des contacts que nous avons eus. Aussi, je retiens la motivation des martiniquais à vouloir travailler chez eux dans une volonté de contribuer à son développement. Une manifestation que France Travail devrait renouveler sur chaque secteur de Martinique au regard des difficultés de mobilité. »



Judi 2 Mai 2024

9h - 16h30

Stade Pierre Aliker

Fort-de-France

Un événement

France Travail Martinique

Et ses partenaires



CHIMEN pou l'emploi

Formation
Recrutement
Accès aux droits
Découverte métiers



Transformation digitale

EXPERT EN CONNECTIVITÉ

Opérateur régional, **Dauphin Telecom Business** offre aux entreprises des solutions internet sur la fibre optique, communication unifiée, hébergement cloud, et interconnexion. Le tout avec un accompagnement personnalisé. Texte Lise Gruget - Photo Jean-Albert Coopmann

« Là où il y a la Fibre, il y a Dauphin », aime à dire Léa Durand, cheffe de projet digital chez Dauphin Telecom. L'opérateur indépendant antillou-guyanais de télécommunication, Dauphin Telecom Business est un acteur de la transformation digitale des entreprises et administrations. Il offre des solutions en fibre, communication unifiée, hébergement cloud, et interconnexion.

Garantir un très haut débit et une sécurité optimale compte parmi les priorités de l'entreprise née à Saint-Martin, qui fête aujourd'hui ses vingt-cinq ans. À l'ère de l'explosion des usages connectés tels que la téléphonie IP, la vidéo à la demande, la visioconférence, le cloud, le stockage, les interconnexions et les sauvegardes, l'accès internet devient, en effet, un pilier du développement des entreprises.

LEADER AUX ANTILLES-GUYANE DES SOLUTIONS 3CX

Combiner une solution performante à un équipement fiable pour simplifier les échanges entre équipes et clients ? C'est l'objectif de solution de téléphonie en IP 3CX qui unifie

les moyens de communication. « Nos équipes d'ingénieurs ont obtenu le plus haut niveau de certification et nous sommes actuellement leader et le plus important distributeur des solutions 3CX aux Antilles-Guyane », avance Léa Durand.

En outre, Dauphin Telecom Business offre aux entreprises des solutions cloud computing afin d'héberger leurs données numériques à distance et en toute sécurité. Enfin, lorsque l'activité de l'entreprise est répartie sur plusieurs sites, ou lorsque ses collaborateurs sont continuellement en déplacement ou en télétravail, Dauphin Telecom propose d'interconnecter les sites avec des solutions VPN. Les données ne transitent pas par le réseau public internet et restent sur un réseau privé parfaitement étanche et sécurisé.

Aussi performants soient-ils, ces outils n'atteignent leur plein potentiel que grâce à un service client aux petits soins. Dauphin Telecom c'est aussi une équipe sur place, au plus proche de ses clients, pour leur proposer des solutions sur mesure et un accompagnement personnalisé.

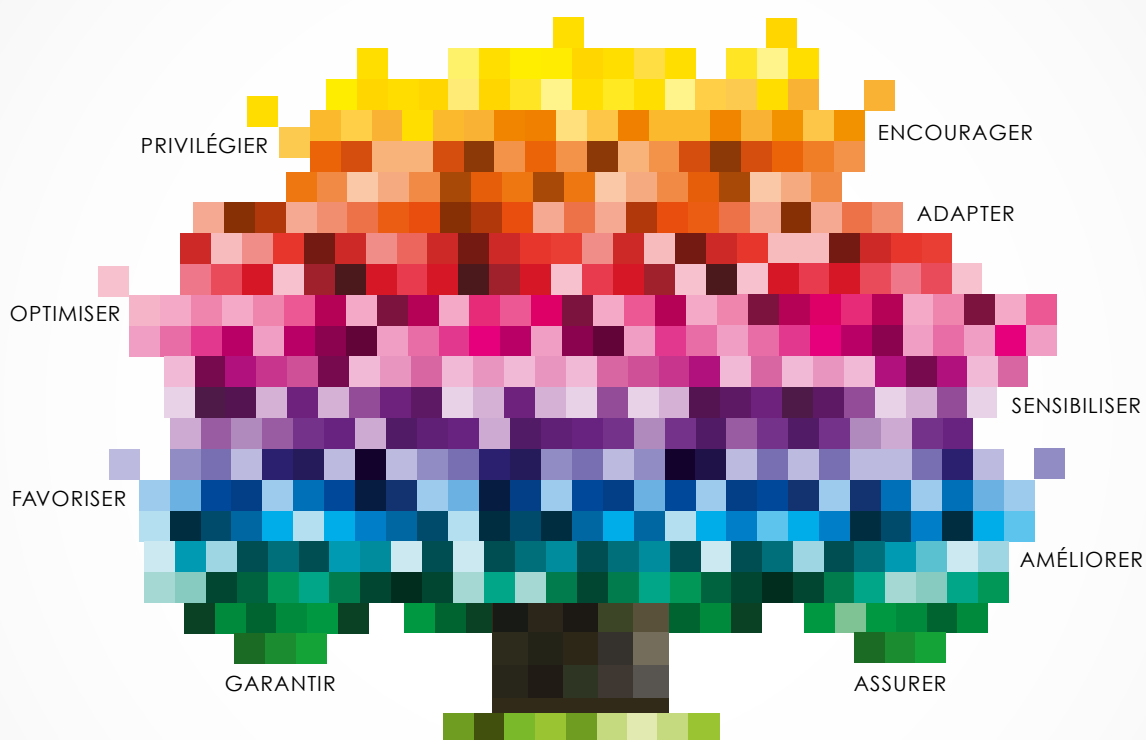
Bio Express

Commercial Grands Comptes chez Dauphin Telecom depuis 2018, Jeffrey Théodore a développé une capacité certaine à cerner les attentes de ses interlocuteurs. En effet, ses études et débuts de carrière à Paris en Ressources humaines lui ont permis de cultiver à la fois la proximité et une grande disponibilité avec ses clients et ses collaborateurs.

Jeffrey Théodore, commercial Grands comptes chez Dauphin Telecom

IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du **développement durable**



P R I M

947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
tél. **0590 26 72 40** - mail : infos@primsas.com



Restauration

UN ART DE DÉJEUNER

5 restaurants, 1 cuisine centrale, 32 salariés dont 5 livreurs, une application mobile pour les commandes à emporter ou en livraison, une gamme de produits provenant de producteurs ou artisans locaux, bienvenue chez **LINA'S Martinique**. Rencontre avec Laurent Schaepelynck, gérant de LINA'S Paris.

Texte Sandrine Chopot - Photo Jean-Albert Coopmann



LINA'S fêtera ses 30 ans en novembre 2025. Comment expliquez-vous un tel succès ?

Laurent Schaepelynck : LINA'S est un concept de sandwicherie et saladerie premium. Son ADN n'a jamais évolué depuis 30 ans. La recherche de la qualité à travers une sélection de produits maison, ultra-frais, préparés tous les matins dans notre cuisine centrale et livrés dans les 5 restaurants, sont les forces de l'enseigne.

La force du concept repose également sur une offre

variée salée et sucrée pour chaque moment de la journée. Des petits-déjeuners avec un choix de déclinaisons d'œufs, de viennoiseries et de boissons chaudes ; le midi, des sandwiches « sur-mesure », par exemple au saumon fumé fromage blanc ciboulette avec un trait de citron, ou de façon plus gourmande un pastrami avec tomates confites et parmesan, des salades variées riches de légumes issus de l'agriculture raisonnée et de producteurs locaux, des poke bowls, des plats chauds, des desserts gourmands, des pâtisseries élaborées par un artisan local ou tout simplement des jus de fruits pressés.

L'aménagement des restaurants est aussi une des signatures de l'enseigne

Oui, ça fait partie de l'expérience LINA'S. Les cinq restaurants proposent un environnement cosy avec des canapés et fauteuils très confortables. Toutes les salles sont spacieuses, climatisées, dotées d'écrans TV qui diffusent les actualités en continu, le wifi est gratuit. Ils sont très convoités pour les rendez-vous d'affaires.

Le concept n'a pas changé en 30 ans, mais la carte évolue...

Il y a deux ans, nous avons lancé les tartes salées qui sont produites au quotidien. Depuis un an, nous proposons des plats chauds maison à base de pâtes bio. Cette année, nous lançons cinq recettes de petites salades à base de quinoa ou pâtes bio, une offre plus accessible pour répondre aux besoins de nos clients. Surtout, la grande nouveauté, c'est notre application mobile (linascafe sur Appstore et Samsung) qui facilite le service à emporter ou de livraison sur les secteurs de Rivière-Salée jusqu'à Schoelcher. Sans oublier l'ouverture de LINA'S Didier avec une offre élargie, plus gourmande et spécifique à ce restaurant. Une offre dès le matin avec des petits-déjeuners de types brunchs (œufs brouillés, omelettes, tranches de bacon) ou encore une offre sucrée avec des gaufres ou pancakes maison pour une pause gourmande. LINA'S Didier, c'est également un environnement totalement nouveau avec une décoration plus dans l'air du temps, et surtout la recherche de confort pour nos clients avec des fauteuils et canapés pour tous. Nathalie D., manager de ce nouveau point de vente, vous attend

et se fera un plaisir de vous présenter toutes les nouveautés.

Un message à vos équipes ?

Une entreprise n'est rien sans ses équipes ! J'ai la chance d'avoir à mes côtés, depuis mon rachat il y a près de 10 ans, la même équipe de managers et de collaborateurs. Une dédicace particulière à Mme Dely, manager de LINA'S Ducos, présente dans l'entreprise depuis 30 ans. Ses clients l'adorent, et nous l'aimons également beaucoup ! Enfin, je tiens aussi à remercier tous nos clients qui viennent chez LINA'S pour la qualité des produits, l'environnement, l'accueil qui est, il faut le souligner, aux petits oignons ! (sourire).



3 questions à Sophia Morjon, manager du restaurant LINA'S Mangot Vulcin et de la cuisine centrale

Quel est votre parcours ?

J'ai débuté chez LINA'S en 2007 en tant qu'hôtesse de vente dans le restaurant de Manithy où je préparais tous les matins les salades, les fruits et procédais à la mise en place du restaurant. Au fil des ans, mon parcours s'est enrichi jusqu'à devenir assistante manager à LINA'S Fort-de-France. En 2020, une opportunité s'est présentée : prendre les rênes du restaurant LINA'S Mangot Vulcin et de la cuisine centrale, un moment charnière dans ma carrière.

Qu'est-ce qu'une journée type chez LINA'S ?

Avec ma collègue Manuela B., notre journée commence tôt, mais toujours dans la bonne humeur ! Mon rôle à la cuisine centrale est multiple : je gère les relations avec les fournisseurs et les producteurs locaux, je pilote les commandes, je contrôle la réception de tous nos produits en cuisine et veille à l'approvisionnement de nos restaurants. Manuela mène la production de toutes les salades, soit près de 300 pièces/jour. Après le rush en cuisine, je m'assure que tout se passe bien au restaurant. Ma journée se termine avec le sourire car j'aime ce que je fais !

Quels arguments citeriez-vous pour inciter à rejoindre l'aventure LINA'S ?

Tout me plaît chez LINA'S. La façon de travailler, l'autonomie, les responsabilités, le bon état d'esprit qui règne entre nous, les conditions de travail qui sont très agréables. Éric Renard, directeur d'exploitation de LINA'S Martinique, nous donne régulièrement des challenges à relever que ce soit en cuisine ou au restaurant. C'est très motivant !

Profession chef d'entreprise « C'EST LE MEILLEUR OUTIL DE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL QU'ON AIT INVENTÉ »

Dans notre série sur les chefs d'entreprise, nous plongeons cette fois dans l'univers de Cécile Simonnot, cofondatrice du réseau d'entrepreneurs L.I.L.A.S (les indépendants, libres, alignés et solidaires).

Texte Yva Gelin – Photo Jean-Albert Coopmann

Qu'est-ce qui pour vous est essentiel pour tout entrepreneur ?

Je suis persuadée qu'un entrepreneur épanoui sur le long terme est celui qui parvient à trouver un équilibre entre sa personnalité et son entreprise. Pour moi, vouloir faire abstraction de sa personnalité est hypocrite. C'est même violent pour une personne de se dire qu'elle doit aller contre sa nature pour réussir. Par exemple, j'ai toujours été passionnée par beaucoup de secteurs. Quand je suis rentrée dans l'entrepreneuriat, on me disait de me concentrer sur une chose, que sinon je n'allais pas y arriver. Sauf que c'est complètement contre ma nature ! Ce qui me stimule, c'est quand il a de la variété intellectuelle avec des différences de compétences, de rythmes et de niveaux d'énergie.

Vous êtes entrepreneuse depuis 8 ans. Y a-t-il un avant et un après ?

Quand je suis rentrée dans l'entrepreneuriat, je n'y connaissais rien. Je faisais au jour le jour. Un peu comme si je rentrais dans une forêt hyper dense et que je n'avais aucune idée d'où j'allais, des outils qu'il fallait pour avancer et des ressources dont j'allais avoir besoin. Aujourd'hui, j'ai une vision très claire de là où je veux aller et une meilleure maîtrise des outils qui me permettent d'avancer.

Qu'est-ce qui vous a donné envie de vous lancer ?

En devenant maman, viscéralement, je me disais, il est hors de question que je montre à mes enfants que la vie c'est attendre le week-end, espérer les vacances... c'est de la survie. Je me suis dit que c'était inenvisageable que je leur montre quelque chose que je ne leur souhaite pas.

Une rencontre inspirante ?

Pour son courage, sa résilience, sa ténacité... tout ce qu'elle incarne, j'admire beaucoup Elisabeth Moreno*. Son parcours me permet de me rappeler que mes obstacles, c'est peanuts ! Qu'il faut accepter et que ça repartira.

Quelle fausse image de l'entrepreneuriat vous dérange ?

J'ai trop entendu qu'avant de rentrer dans l'entrepreneuriat, il faut régler ses problèmes personnels. Pourtant, l'entrepreneuriat, tant qu'il est respectueux de l'individu, peut, au contraire, être source d'épanouissement, d'émancipation, de prise de conscience et de confiance et de liberté financière. Franchement, après les enfants, je crois que c'est le meilleur outil de développement personnel qu'on ait inventé !

**Franco-cap-verdienne, elle est une dirigeante d'entreprise et une femme politique, ancienne ministre déléguée à l'Égalité femmes-hommes, présidente de la Fondation Femmes@numérique.*



Tendance au travail

Quel salarié n'a pas déjà fantasmé sur les conditions de travail incroyables des employés de Google aux États-Unis ? Navettes et repas gratuits, avantages sociaux exceptionnels, salles de massages, animaux de compagnie autorisés, mais aussi et surtout un campus immense où la pratique sportive est fortement encouragée via des cours de fitness, de gym, ateliers sportifs, douches, trottinettes, etc. En Europe, les pays scandinaves font également la course en tête en matière d'installations sportives et de clubs de sport d'entreprise.

En France, c'est un peu plus compliqué, même si rivaliser avec Google n'est pas l'objectif ! En effet, seuls 13 % des dirigeants français déclarent avoir mis en place des aménagements ou solutions pour leurs salariés(1) tels des installations sportives sur le lieu de travail, des séances en groupe, horaires flexibles, événements sportifs d'entreprise, remboursement partiel des abonnements à la salle de sport, sensibilisation à la santé, etc.

ATTIRER DE NOUVEAUX TALENTS

Pourtant, les bienfaits, tant pour l'employé que pour l'employeur, sont bien réels, chiffres à l'appui :

SPORT EN ENTREPRISE : LE CHOIX GAGNANT

Pas suffisamment
développé en
France, le sport en
milieu professionnel
demeure pourtant un
levier fort à double
objectif : lutter
contre l'inactivité
et renforcer la
productivité des
entreprises.

Texte Sarah Balay

amélioration du bien-être au travail, augmentation de la productivité de l'entreprise (+8 %), diminution de l'absentéisme (-25 %) et économies tant pour le salarié (33,6 % de son

reste à charge santé) que pour la société (13 % des dépenses de santé à la charge de la collectivité) (2). Encourager la pratique en entreprise offre aussi des avantages certains pour la marque employeur et le collectif (renforcement des liens entre salariés, amélioration de la communication et de la collaboration). En effet, selon une étude de Randstad, 77 % des employés déclarent qu'ils seraient plus enclins à accepter un poste dans une entreprise qui se soucie de leur bien-être. Développer le sport en entreprise est donc une manière d'attirer de nouveaux talents et de fidéliser ses employés existants.

En France, la marge de progression est telle que, jeux olympiques obligent, la grande cause nationale 2024 porte sur le sport. Plusieurs actions sont ainsi programmées pour faire « du sport en milieu professionnel un levier stratégique du développement de l'activité physique et sportive ». Au programme : incitation et accompagnement d'employeurs, organisations d'événements phares autour des JO et appels à projets. À suivre.

1. Baromètre MEDEF/Paris 2024 de décembre 2022

2. Étude Goodwill/MEDEF - juin 2023.

Trucs et astuces pour « se bouger » au bureau

DE PETITS GESTES AU QUOTIDIEN

Vous passez des heures assis derrière votre écran ? Quelques exercices simples, courts et rapides, peuvent être réalisés, plus ou moins discrètement, tout en restant productif : élévations des jambes sous le bureau, rotations des chevilles, marche pendant les pauses, quelques montées d'escalier, utilisation d'objets légers comme poids pour effectuer des exercices de renforcement musculaire, etc. De nombreuses applications (Entraînement au bureau, Yoga au bureau ou office workout exercises, etc.) existent pour se motiver.

VÉLO DE BUREAU, TAPIS DE MARCHÉ ET BALLON DE GYM

Quand l'environnement de travail le permet, il est possible d'utiliser des tapis de marche ou un

vélo d'appartement de bureau dit « desk bike », très populaire aux États-Unis. Positionné sous le bureau ou équipé d'une tablette intégrée au cadre, il permet de pédaler tout en travaillant. S'asseoir sur un Swiss Ball ou ballon de gym est aussi une option pour contrer les effets néfastes de la position statique au bureau et de la sédentarité. Il permet d'activer les muscles du tronc, de soulager les douleurs dorsales, de contracter les abdominaux et de maintenir le corps en mouvement pour une meilleure circulation. Attention toutefois à ne pas l'utiliser de manière prolongée (alterner avec une chaise classique) et à se prémunir d'éventuelles chutes. À noter que le ballon de gym n'est pas conforme aux normes du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

DES BUREAUX ASSIS/DEBOUT

Pourquoi ne pas prendre l'exemple du Danemark où les bureaux assis-debout (réglables en hauteur) occupent 85 % des entreprises ? La variation assis-debout favorise une activité musculaire indispensable pour garder une tonicité corporelle.

Égalité hommes-femmes

A QUOI SERT

L'INDEX DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ?

Instauré en 2018, l'index de l'égalité professionnelle est un outil destiné à mesurer les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes. Objectif : réduire les inégalités en rendant ces écarts plus transparents et en incitant les entreprises à agir pour les réduire. Panorama.

Texte Sarah Balay



CLASSEMENT NATIONAL

Au 1er mars 2024, 77 % des entreprises concernées ont publié leur note relative à l'index de l'égalité professionnelle (72 % en 2023). La note moyenne s'élève à 88/100 (84/100 en 2020). Seules 2 % des entreprises atteignent les 100 points et 6 % d'entre elles décrochent un 0 à l'indicateur relatif aux augmentations au retour des femmes de congé maternité.

LES BONNES NOTES DES ANTILLES-GUYANE

AXA Antilles-Guyane : 94/100
Total Energie Antilles-Guyane : 92/100
Groupama Antilles-Guyane : 91/100
Crédit Moderne Antilles-Guyane : 89/100
Canal + Télécom : 86/100
BNP Paribas Antilles-Guyane : 84/100
Entre 8 et 10 % de salaire en moins pour les antillo-guyanaises
En Guadeloupe, en 2021, à temps de travail équivalent, le salaire net des femmes est inférieur de 8,1 % à celui des hommes. Il est inférieur de 9,3 % en Martinique et de 8,5 % en Guyane.
(Source Insee)

UN INDEX POUR QUI ? POUR QUOI ?

En 2018, via la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (2018), le monde du travail découvre un nouvel outil : l'index de l'égalité professionnelle. Son ambition : réduire les inégalités salariales persistantes entre les hommes et les femmes. En France, les hommes sont rémunérés en moyenne 24,4 % de plus que les femmes. Depuis 2020, toutes les entreprises, d'au moins 50 salariés, sont tenues, chaque année, de calculer, déclarer à l'inspection du travail et publier leur index, au plus tard le 1er mars. L'outil de calcul en ligne (Egapro) est développé par le ministère du Travail. Il est devenu obligatoire dans la fonction publique (plus de 50 agents) en 2023.

DES POINTS FORTS NON NÉGLIGEABLES

Le point positif est de faire de l'égalité professionnelle une obligation de résultat pour les entreprises. En effet, l'index évalue sur 100 points le niveau d'égalité entre les hommes et les femmes à partir de cinq critères : l'écart de rémunération (40 points) ; l'écart de répartition des augmentations individuelles annuelles (20 points) ; le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé maternité (15 points) ; la parité parmi les 10 plus hautes rémunérations (10 points) et l'écart de répartition des promotions (15 points et seulement pour les entreprises de plus de 250 salariés). En cas de non-déclaration, l'entreprise peut être redevable d'une pénalité financière pouvant aller jusqu'à 1 %

de la masse salariale. En cas d'index global inférieur à 85, les entreprises doivent fixer et publier des objectifs de progression de chacun des indicateurs. S'il est inférieur à 75, elles ont pour obligation d'adopter et de publier des mesures de correction et de rattrapage.

DES INDICATEURS PAS TOUJOURS PERTINENTS

Dès sa mise en place, cet index a toutefois été vivement critiqué, car, selon certains syndicats, « les indicateurs retenus par le gouvernement ne seraient ni assez précis ni assez ambitieux pour réellement corriger les inégalités salariales en France ». Le Haut Conseil à l'Égalité entre les hommes et les femmes reconnaît de nombreuses limites comme le fait que seul 1 % des entreprises sont assujetties à l'index (1/4 des salariés) ; l'omission du facteur « temps partiel » (une femme sur 4) ; une note supérieure à 75 ne condamne pas une entreprise alors que les écarts subsistent ; l'index se limite également au principe d'égalité de rémunération à poste équivalent et n'intègre pas la sous-valorisation systématique des métiers féminisés.

DES PISTES D'AMÉLIORATION

Le 8 mars, la ministre du Travail, Catherine Vautrin, a confié vouloir améliorer l'index « en concertation avec les partenaires sociaux ». Le Haut Conseil à l'Égalité propose différents axes d'amélioration comme, entre autres, l'introduction de nouveaux indicateurs sur le temps partiel et les bas salaires et le remplacement de l'indicateur sur les écarts de rémunération par sept sous-indicateurs.



Assurance auto

QUOI DE NEUF ?

Suppression de la carte verte imprimée au 1er avril 2024 et dernières évolutions réglementaires, on fait le point avec Franck Foulard, délégué commercial **Axa**.

Texte Rédaction - Photo Jean-Albert Coopmann



Franck Foulard, délégué commercial Axa

Alors que de plus en plus de conducteurs roulent sans assurance, l'État décide de supprimer la carte verte. Qu'en est-il ?

Franck Foulard : En effet, depuis le 1er avril 2024, la carte verte est supprimée. Vous n'avez plus besoin d'apposer, sur le pare-brise de votre véhicule, le « papillon vert » prouvant que vous avez souscrit à un contrat d'assurance. Bien entendu, l'obligation d'assurance demeure et les modalités de contrôle évoluent pour l'ensemble des véhicules immatriculés. Pour vérifier que vous avez bien respecté l'obligation d'assurance de votre véhicule, les forces de l'ordre utilisent désormais le fichier des véhicules assurés (FVA). Cet outil numérique est alimenté par les assureurs qui y indiquent tout renouvellement de contrat ou toute souscription d'un nouvel engagement. À la place de la carte verte et du papillon vert, votre assureur vous remet désormais un « mémo véhicule assuré ». Vous pouvez alors en cas de contrôle le présenter aux forces de l'ordre. Ce document pourra aussi vous être utile pour avoir les informations nécessaires à la rédaction d'un constat amiable, ou pour avoir les coordonnées de votre assistance en cas de panne.

Y a-t-il d'autres évolutions réglementaires ?

L'article L211-4 du code des assurances, modifié le 6 décembre 2023, clarifie la définition de véhicule terrestre à moteur. Les engins motorisés dont la vitesse est limitée (par le constructeur) à 25 km/h ou dont le poids est inférieur à 25 kilos avec une vitesse inférieure à 14 km/h ne sont plus considérés comme des véhicules terrestres à moteur et ne sont

donc plus soumis à l'obligation d'assurance. C'est le cas par exemple des fauteuils roulants motorisés. Un particulier disposant d'un fauteuil roulant peut donc être couvert chez son assureur par les contrats essentiels qu'il a déjà : Contrat habitation et Garanties des accidents de la vie. Les garanties « Ma Maison » couvriront les dommages de responsabilité civile et « Ma Protection Accident » les dommages corporels et d'assistance.

Entre passion et modernité

La transition écologique comme le goût des belles voitures sont des sujets clés chez Axa. « Nous nous positionnons comme le partenaire idéal dans les deux cas de figure », assume Franck Foulard. Il s'agit de permettre aux adhérents d'assurer véhicules hybrides et électriques avec un montant de cotisations le plus faible possible. De même, l'assureur, proche des collectionneurs, veut permettre d'assurer au meilleur prix les voitures traditionnelles tout comme il prend part à des événements spécifiques, comme le Mans Classic, qui réunit les passionnés et amoureux des belles mécaniques.

Pour toute information ou demande de devis, les agents Axa sont à votre disposition

TPRM

IMPORT-EXPORT



Quelle que soit la taille de vos colis
nous avons toujours la solution !



TRANSPORT EXPRESS
DÉMÉNAGEMENT
TRANSPORT DE VÉHICULES
STOCKAGE, EMBALLAGE...

TRANSPORTS PUBLICS | ROUTIERS | MARITIMES | GUADELOUPE | MARTINIQUE | ST MARTIN | ST BARTH | DOMINIQUE

0590 411 287 / 0690 808 808

3-4 Impasse Jean-Marie Jacquard - BP 2043 - 97192 jarry cedex - contact@tprm-transports.com



Frédéric Dogny, directeur
du Groupe Inter Invest en Martinique

Depuis 1991, Inter Invest est spécialisé notamment dans les opérations de défiscalisation en Girardin. C'est en 1995 que s'ouvre la première antenne Outre-mer : en Martinique. Après plus de 30 ans d'activité, l'agence se positionne en leader sur son marché et rappelle que la défiscalisation est un dispositif accessible à de nombreuses entreprises.

UN ACHAT RENTABLE...

Frédéric Dogny est directeur du Groupe Inter Invest en Martinique. Il explique que la défiscalisation consiste en l'acquisition d'un matériel de production neuf et représente un avantage plutôt qu'une contrainte financière. « La défiscalisation est destinée à aider les chefs d'entreprises. C'est une bouffée d'oxygène pure car au lieu de payer le matériel 100 % de sa valeur, l'entreprise le paie à 75 %, et profite donc d'une aide financière importante. » Parmi les secteurs éligibles figurent l'hôtellerie, le transport urbain, l'agriculture, l'énergie, le maritime, l'industrie, le logement social, l'agro-alimentaire, les véhicules utilitaires et le BTP. Frédéric Dogny relève que la

Développement d'entreprises

LE B.A.-BA DE LA DÉFISCALISATION

Dispositif propre aux Outre-mer, la défiscalisation peut paraître technique mais garde des fondamentaux très simples. Explications avec **Inter Invest**.

Texte Yva Gelin – Jean-Albert Coopmann

défiscalisation s'est démocratisée pour tous types d'entreprises. « Les demandes suivent le rythme de l'économie. Aujourd'hui par exemple, nous sommes majoritairement sollicités par le secteur de la location touristique, du BTP et de l'agriculture. »

... ET COHÉRENT...

Pour qu'une démarche de défiscalisation soit la plus pertinente et efficace possible, Frédéric Dogny rappelle l'importance de la phase de préparation. « Il faut avant tout prendre rendez-vous avec un cabinet de défiscalisation pour structurer et préparer le dossier dès le départ. Il est très important d'anticiper pour que la défiscalisation soit faite au bon moment et pour les matériels adaptés à l'entreprise. » Dans le processus, l'entreprise se charge elle-même de fournir le devis du matériel, auprès des fournisseurs de son choix. Une règle d'or est cependant à respecter : la cohérence des achats avec l'activité professionnelle exercée. « Par exemple, l'acquisition de 10 camions pour une entreprise d'un salarié doit être motivée. »

...DANS LE TEMPS

La défiscalisation reste tout de même un contrat que chaque partie se doit d'honorer. En échange d'une aide au financement de son matériel, l'entreprise a pour obligation d'exploiter le bien productif neuf pendant 5 ans. Au terme de la période locative, elle en devient propriétaire. Des contrôles peuvent être réalisés pendant la durée du contrat de location.

En chiffres la défiscalisation avec Inter Invest en Martinique

- **9 700** dossiers traités sur 15 ans
- **3 700** entreprises ayant fait appel à la défiscalisation

Fort de 33 ans d'expérience, Inter Invest a financé 4,5 milliards d'euros d'actifs en loi Girardin dans les Outre-mer

Duo Gagnant

Protégez vos salariés et votre activité



Multirisque Pro : 2 mois offerts ⁽¹⁾

Santé collective : jusqu'à - 15% ⁽²⁾

Asiré nou la ! | gfacaraibes.fr |   

GFA Caraïbes

Artisanat, commerce, service, pour votre entreprise, choisissez le Duo Gagnant de GFA Caraïbes et bénéficiez de 2 mois offerts sur la première année de votre contrat multirisque Pro⁽¹⁾ et jusqu'à 15% de réduction⁽²⁾ sur votre contrat Santé collective ou santé individuelle pour les TNS. Offre valable jusqu'au 30 juin 2024.



(1) 2 mois de cotisation offerts la première année du contrat, pour toute nouvelle souscription d'un contrat multirisque professionnelle 100% Pro Artisan/Commerçant ou 100% Pro Service, (2) Jusqu'à 15% de réduction la première année sur le montant annuel de la prime, pour toute nouvelle souscription d'un contrat santé collective jusqu'à 20 salariés ou d'un contrat santé individuelle (TNS). (1)(2)En tacite reconduction et par prélèvement automatique. Offre valable du 02/04/2024 au 30/06/2024. Offre non cumulable avec une autre offre en cours et sous réserve d'acceptation du risque par GFAC suivant les règles de souscription.



Digital clean-up day

CONSEILS POUR NETTOYER SES DONNÉES

Téléphones, tablettes, ordinateurs ou disques durs, tous les appareils numériques sont concernés. À l'occasion de la journée mondiale du nettoyage numérique, qui a eu lieu le 16 mars dernier, la rédaction vous confie les 5 étapes d'un Digital Cleanup Données réussi.

Texte Floriane Jean-Gilles

1 TRIER, RANGER, CLASSER

Bien gérer ses données, c'est d'abord être organisé. Trier ses fichiers permet de ne conserver que ceux qui sont réellement utiles. Cela vaut aussi pour les fichiers multimédia (photos, vidéos, audios), en supprimant les photos floues et les doublons ou encore les enregistrements vocaux. En libérant de la mémoire sur nos appareils, nous en prolongeons la durée de vie. Il est d'ailleurs conseillé de conserver 1 Go d'espace libre sur nos téléphones et tablettes pour que le système d'exploitation fonctionne de façon optimale.

2 PASSER EN REVUE NOS APPLICATIONS

Si nous n'avons pas ouvert une application depuis plusieurs semaines, il est probable qu'elle nous soit réellement utile, alors désinstallons-la. En parallèle, pensons à supprimer les fichiers temporaires générés par nos applications en vidant régulièrement le cache. Selon une étude menée par Atos et Greenspectator, les

consommations de l'ensemble des applications mobile, dans le monde, équivalent à la consommation annuelle en électricité d'un pays comme l'Irlande, soit 20,3 térawatts/heure.

3 ON FAIT LE PROPRE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

On estime à 4,8 milliards le nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux dans le monde. Nous y passons, en moyenne, 2 h 24 chaque jour. Toutes ces applications sont très énergivores et très gourmandes en métadonnées qui sont systématiquement créées et stockées dans les data centers. Une fois de plus, un seul mot d'ordre : sobriété. On supprime nos anciennes publications, on se désabonne des pages et des chaînes qui ne nous intéressent plus, on efface les conversations dans nos différentes messageries et on limite notre temps d'écran !

4 HALTE AU 100 % FULL HD

Selon The Shift Project, 10 h de films en haute définition contiennent plus de données que l'intégralité des articles en anglais de Wikipédia. Les plateformes de streaming ainsi que les applications riches en vidéos ont un impact carbone important. Alors on baisse la qualité des vidéos qu'on visionne et on désactive la lecture automatique des vidéos sur nos applis et réseaux sociaux.

5 LE TRI, C'EST AUSSI DANS LA BOÎTE MAIL

En matière d'emails, les chiffres sont vertigineux, l'ADEME estime qu'environ 11 milliards d'emails sont échangés en 1 heure dans le monde, en dehors des spams. Le stockage de ces courriels dans les data centers génère l'émission de gaz à effet de serre. Nettoyer sa messagerie consiste à trier ses emails en supprimant les plus anciens par exemple, à vider régulièrement la corbeille ou à se désabonner des newsletters qu'on ne lit jamais !

Boîte à outils

Chaque mois, une sélection d'outils pratiques pour améliorer votre productivité, rester au fait des dernières tendances et même repenser le travail.

Texte Axelle Dorville

#productivité

L'organisation 3-en-1

Une solution de prise de notes, un outil de planification et un gestionnaire de tâches, voici le trio indispensable pour gagner en efficacité. Afin de ne pas avoir à jongler entre plusieurs plateformes, l'application web et mobile Note Plan (toutefois uniquement disponible sur Apple) combine et lie ces trois fonctionnalités.

noteplan.co

#bien-être au travail

Le prix du mal-être mental

Si vous pensiez encore que le rôle d'une organisation n'est pas de s'occuper de la santé mentale de ses salariés, le calculateur de Moka Care remettra les choses en perspective. À l'aide de quelques informations (taux de turn-over, d'absentéisme et nombre de burn-out annuels), il vous permettra de chiffrer le coût des risques psychosociaux pour votre organisation.

www.moka.care/calculateur-sante-mentale

#données

Feuilles de calcul sous stéroïde

Quand on utilise plusieurs plateformes différentes pour gérer son entreprise (réseaux sociaux, outil de paiement, site web, envoi de newsletters, etc.), réaliser un suivi de performances efficace et cohérent s'avère rapidement complexe. Et remettre manuellement en forme les données, chronophage. Equals permet de connecter tous ces outils à une feuille de calcul et de réaliser des mises à jour automatiques selon la régularité choisie. Entre autres !

equals.com

#télétravail

L'impact pro et perso du télétravail

Bien que les effets positifs du télétravail soient aujourd'hui largement connus, cette pratique a cependant toujours du mal à faire l'unanimité, en particulier de la part des employeurs. Dans ce documentaire dynamique et non sans humour, de véritables experts questionnent tour à tour le télétravail sous différents prismes.

www.onf.ca/film/travailler-autrement/



DOSSIER

COOPÉRATION RÉGIONALE : QUEL DESTIN POUR LES ANTILLES-GUYANE ?

A satellite-style map of the Caribbean region, showing the sea in shades of blue and the landmasses in green and brown. The map is oriented vertically, with the top of the page showing the northern part of the Caribbean and the bottom showing the northern part of South America.

SOMMAIRE

- 56** Interview
Des enjeux interconnectés
- 58** **24 ans de coopération**
- 62** Décryptage
Le “nearshoring” : un défi logistique
- 64** **À quoi servent les Banques d'investissement dans la Caraïbe ?**
- 66** **Médicaments, gaz naturel, loi anti plastique : des états caribéens en avance**

Se façonner *un destin caribéen*

À la fois si proches et si lointains, les territoires caribéens connaissent des freins multiples qui entravent leur coopération, or les défis qu'ils ont en partage le nécessiteraient. Pour les comprendre, rencontre avec Gilles Bajazet, directeur du secrétariat conjoint du programme Interreg Caraïbes, qui identifie les opportunités de coopération régionale dont doivent se saisir la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et Saint-Martin, les quatre régions ultrapériphériques européennes.

Propos recueillis par Alix Delmas

Quel est le principal atout des Antilles-Guyane à l'échelle de la région caraïbe ?

Gilles Bajazet : Il repose sur la valorisation de nos talents ultramarins. Nous avons des avantages comparatifs dans de nombreux secteurs, nous pouvons nous déployer sur la zone de coopération dans des marchés de niche pour vendre notre expertise. Et, ce faisant, nous favorisons aussi le développement homogène de la région.

Pouvez-vous citer pour nos lecteurs, sur les quatre générations Interreg Caraïbes confondues, trois projets financés particulièrement performants ?

Un premier projet porté par l'Université des Antilles intitulé « Tsunahoule » visait à modéliser les montées des eaux et les zones impactées en cas de tsunami. Nous sommes sur une zone avec des risques sismiques, cycloniques, volcaniques. Ce projet permettait de mettre en place un système d'alerte en direction des autorités compétentes et notamment préfectorales et municipales pour procéder, le cas échéant, aux évacuations. Ce projet fonctionne toujours.

Un second projet porté par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Martinique, TEECA est né du constat que les territoires français de la caraïbe ont des avantages comparatifs, des talents qu'il s'agit de faire valoir dans le bassin. Ce programme vise à faire monter en compétences des entreprises, singulièrement martiniquaises, dans des secteurs identifiés et les préparer à se déployer dans l'espace de coopération. Ce projet a très bien marché puisqu'il a eu l'intelligence de cibler des marchés de niche comme la mode, la musique ou le secteur agro-alimentaire où nous pouvions être performants.

Enfin un sujet très important concerne l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique. Sur ce sujet, le conseil régional de Guadeloupe a porté un projet structurant intitulé Géothermie Caraïbes, en partenariat, notamment, avec le gouvernement de la Dominique. La Guadeloupe dispose d'une grande expertise en ce domaine puisque l'usine de Bouillante est la seule de la zone caraïbe.

L'espace de coopération Interreg Caraïbes couvre les états et territoires suivants :

■ Les RUP :

Guadeloupe, Martinique, Guyane et Saint-Martin

■ Les PTOM :

Aruba, Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Barthélemy, Saint-Eustache, Sint Marteen

■ Les États tiers :

Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil (Amapa, Para, Amazonas et Roraima), Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Porto Rico, République Dominicaine, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Vénézuéla



Et lorsque vous dites que cela fonctionne bien, quels sont vos indicateurs ?

Lorsque les opérations sont programmées, nous signons des conventions avec les porteurs de projets auxquelles sont adossées des indicateurs de réalisation et de résultats, (nombres de bénéficiaires, impact du programme sur l'augmentation du volume d'échanges...). Ils nous font un reporting régulier, physique et opérationnel au moins 3 fois par an. Nous sommes également en lien avec eux de manière régulière dans le cadre de dialogues de gestion, qui permettent de faire un point de situation sur la mise en œuvre du projet. Ce suivi rapproché est très important, il s'agit de respecter le cadre réglementaire de l'Union Européenne, de l'État français, ainsi que celui du programme Interreg.

Existe-t-il des avancées diplomatiques importantes qui permettent une meilleure coopération régionale ?

Oui, c'est significatif. La Guadeloupe et la Martinique sont membres de l'AEC et ont également intégré l'OEEO. Le volet diplomatique avance, car il est aussi favorisé par les évolutions législatives telle que la loi Letchimy sur la diplomatie territoriale qui permet de mettre en place des relations directes entre régions RUP et homologues caribéens. Le programme Interreg se positionne comme le lieu d'expression de ces avancées par le soutien à des projets gagnant/gagnant.

Zoom

Qu'est-ce que le programme Interreg Caraïbes ?

Financé par le FEDER (Fonds européen de développement régional), Interreg Caraïbes est consacré à la coopération territoriale européenne. Il s'inscrit dans le cadre d'une intégration renforcée des RUP françaises dans leur environnement régional. Le programme Interreg Caraïbes est piloté par la Région Guadeloupe (qui assure les fonctions d'autorité de gestion) en lien étroit avec un partenariat large composé de la Collectivité de Guyane, la Collectivité de Martinique, la Collectivité de Saint-Martin, l'Etat et les organisations régionales de la Zone, l'OEEO (Organisation des États de la Caraïbe Orientale), l'AEC (Association des États de la Caraïbe) et le CARIFORUM.

Le programme pluriannuel Interreg Caraïbes 2021-2027 représente la quatrième génération. (Trois autres l'ont précédé : 2000-2006, 2007-2013 et 2014-2020). L'appel à projet 2021-2027 pour un montant de 29,3 millions d'euros est axé sur 6 grandes priorités :

- Pour une Caraïbe plus intelligente, plus innovante et plus compétitive ;
- Pour une Caraïbe plus verte, plus résiliente et à faible émission de carbone ;
- Pour une Caraïbe plus connectée ;
- Pour une Caraïbe plus sociale et plus inclusive ;
- Pour une coopération transfrontalière entre Saint-Martin et Sint-Marteen renforcée ;
- Pour faciliter et optimiser les modalités de coopération dans la Caraïbe

24 ans de coopération régionale

À l'approche de la XVIIe conférence de coopération régionale Antilles-Guyane, qui se tiendra à Saint-Martin, du 23 au 25 avril prochain, retour sur la lente construction de cette « diplomatie de proximité » avec Roland Dubertrand, ambassadeur chargé de la coopération régionale dans la zone Atlantique.

Texte Floriane Jean-Gilles

2 DÉCENNIES DE DATES CLÉS

2000

La France retire son capital de la Banque de développement des Caraïbes (BDC). Elle était membre de l'organisation depuis 1984. Le retour de la France au capital de la BDC est en discussion aujourd'hui, objet de la mesure n°11 du CIOM : « Le gouvernement annonce le retour de la France au capital de la Banque de développement des Caraïbes (BDC), qu'elle avait quitté en 2000. Ce retour s'inscrit pleinement dans la stratégie d'intégration et de coopération régionale promue par les Collectivités françaises des Amériques (CFA), en particulier ceux de l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECS), et leur ouvre des opportunités de développement économique. L'adhésion à cette instance multilatérale a notamment vocation à accroître et renforcer la diplomatie d'influence de la France et permettre de participer aux décisions stratégiques de la Banque ».

13 décembre 2000

Loi n° 2000-1207 d'orientation pour l'outre-mer, dite LOOM. La loi reconnaît le contexte régional de l'outre-mer et l'importance pour les départements ultramarins d'interagir avec leur voisinage immédiat. Cette loi instaure la possibilité pour les régions de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion d'être membres associés des organismes régionaux, de négocier et de signer des accords « avec un ou plusieurs États ou territoires situés, selon le cas, dans la Caraïbe, au voisinage de la Guyane ou dans la zone de l'océan Indien, ou avec des organismes régionaux des aires correspondantes, y compris des organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations unies ».

6 novembre 2009

Déclaration de Nicolas Sarkozy, président de la République, sur le plan d'actions en faveur de l'Outre-mer, à Paris le 6 novembre 2009. « Au-delà de ces mesures techniques — mais qui ont leur importance — je voudrais que les relations renouvées entre la métropole et ses Outre-mer s'incarnent dans une nouvelle approche de notre politique étrangère régionale. Qui peut dénier aux collectivités locales une connaissance toute particulière de leur environnement régional direct ? C'est absurde de le contester. [...] C'est pourquoi et je mesure mes mots, je souhaite donner la possibilité aux collectivités régionales de participer aux négociations internationales qui les concernent, et même de représenter la France, sous mandat, dans les organismes de coopération régionale de leur zone géographique. »

De quoi parle-t-on quand on parle de coopération régionale ?

La coopération régionale consiste, pour les collectivités de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion, à mener des actions avec leurs voisins, pays de la région, qui constituent leur environnement de proximité. Ces actions sont de plusieurs natures : politique, environnementale, sanitaire, économique et commerciale ou culturelle. « On observe, depuis 20 ans, un réel progrès de l'intégration régionale des collectivités », constate Roland Dubertrand. « Ma mission, en tant qu'ambassadeur, est de soutenir ces actions ».

La Caraïbe en 3 chiffres

38 pays et territoires

5,2 millions de km²
(soit dix fois la superficie de la France métropolitaine)

250 millions d'habitants

2012

La Martinique, la Guadeloupe et la Guyane soumettent leur candidature pour adhérer à la CARICOM.

Août 2012

La Martinique et la Guadeloupe deviennent membres associés de la CEPALC (commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), organe des Nations Unies fondé en 1948.

Avril 2014

La Martinique et la Guadeloupe deviennent membres associés de l'AEC.

Février 2015

La Martinique devient membre associé de l'OECD.

Juin 2016

Saint-Martin devient membre associé de l'AEC.

5 décembre 2016

Loi n° 2016-1657 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional, dite « loi Letchimy ». Elle renforce la loi LOOM en accordant une plus grande autonomie aux territoires ultramarins dans le contexte de coopération régionale, offrant ainsi la possibilité aux collectivités d'Outre-mer d'adhérer et d'entrer au capital de banques régionales de développement ou d'institutions financières.

Mai 2018

La Guyane devient membre associé de la CEPALC.

Mars 2019

La Guadeloupe devient membre associé de l'OECD. Saint-Martin est membre observateur.

Juillet 2023

Lors de la 45e réunion des leaders des pays membres de la CARICOM, Roosevelt Skerrit, alors président de l'organisation, annonce que la candidature de la Martinique comme membre associé a été acceptée. 11 ans après le dépôt de sa demande d'adhésion, la Martinique est la 1ère région francophone à intégrer la CARICOM.

QUELLES SONT LES PRINCIPALES ORGANISATIONS DE COOPÉRATION DANS LA CARAÏBE ?

LE FORUM POLITIQUE

L'Association des États de la Caraïbe (AEC)

« L'AEC rassemble tous les États de la Caraïbe, il s'agit de parler de la grande région. Elle cofinance des projets avec d'autres organisations et s'intéresse beaucoup aux questions de connectivité. »

Date de création : 24 juillet 1994

Siège : Port of Spain, Trinidad et Tobago

Membres : 25 États membres et 10 territoires non-indépendants au statut de membres associés.

Domaines d'intervention : le tourisme durable, la réduction des risques de catastrophes, le développement du commerce et des relations économiques, le transport, la mer des Caraïbes et la coopération et la mobilisation des ressources.

Projet emblématique : l'AEC a soutenu Carib-Coast, un projet international mené par le bureau de Recherches géologiques et minières (BRGM) afin de construire un réseau caribéen de prévention des risques côtiers en lien avec le changement climatique.

L'ORGANISATION DE PROXIMITÉ

L'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO)

« L'OECO rassemble les plus proches voisins de la Martinique et de la Guadeloupe. L'OECO a institué un marché commun avec une monnaie unique, dont la Martinique et la Guadeloupe ne font bien sûr pas partie. »

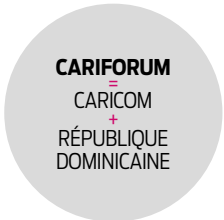
Date de création : 18 juin 1981

Siège : Castries, Sainte-Lucie

Membres : 7 États membres et 4 membres associés dont la Martinique et la Guadeloupe.

Priorités stratégiques : accélérer l'intégration régionale, réinventer l'économie, valoriser l'environnement, construire la résilience et faire progresser l'équité et la résilience.

Projet emblématique : TEECA, lancé en 2018 et cofinancé par le projet INTERREG, a pour objectif d'aider les entreprises basées en Martinique et dans les pays anglophones de l'OECO à accéder à d'autres marchés.



LA PLUS ANCIENNE ORGANISATION

Communauté des Caraïbes (CARICOM)

« La CARICOM est l'organisation des États anglophones, réunis après l'indépendance, dans les années 1970. C'est une organisation très symbolique, la plus connue. La Martinique et la Guyane négocient encore leur intégration comme membres associés. »

Date de création : 4 juillet 1973

Siège : Georgetown, Guyana

Membres : 15 États membres et 6 membres associés dont la Martinique.

Domaines d'intervention : la santé publique, les catastrophes naturelles, l'agriculture et la météorologie.

Projet emblématique : le CCREEE, Caribbean Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (Centre caribéen pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique), travaille à la transition énergétique de la zone Caraïbe, notamment dans les transports avec son programme C-SERMS autour des véhicules électriques.

23 AU 25 AVRIL 2024

LA XVII^e CONFÉRENCE DE COOPÉRATION RÉGIONALE ANTILLES-GUYANE

Les conférences de coopération régionale Antilles-Guyane ont été créées par la loi d'orientation pour l'Outre-mer. Elles réunissent les 5 territoires des Antilles-Guyane, et Saint-Pierre-et-Miquelon, qui a le statut d'observateur. C'est l'occasion d'un point entre les élus, en présence de la ministre déléguée chargée des Outre-mer, des préfets et des ambassadeurs de la région. Il s'agit de discuter des problématiques et d'émettre des recommandations afin d'améliorer les actions de coopération régionale. Après 3 ans d'interruption causée par la crise sanitaire, les conférences ont repris, sur leur rythme annuel habituel, l'année dernière en Guadeloupe, 4 thèmes avaient été



Lors de la précédente édition, en 2023 en Guadeloupe.

abordés : la santé, l'environnement, la mobilité des jeunes et les connexions aériennes et maritimes. 13 recommandations ont été formulées à l'issue des sessions de travail.

« Cette année à Saint-Martin, il s'agira de traiter de la géopolitique et de l'intégration régionale, de la sécurité globale, notamment les risques environnementaux, sanitaires et ceux liés à la criminalité et au trafic dans la région, détaille Roland Dubertrand. Nous aborderons également le sujet des importations et exportations, qui est une des thématiques du CIOM ; et enfin des échanges culturels, linguistiques et artistiques. »

QUID DES FONDS DE COOPÉRATION ?

IL EXISTE 3 TYPES DE FONDS :

Le premier levier financier est européen. L'enveloppe 2014-2020 du programme **INTERREG de l'UE** représentait 61 millions d'euros pour le volet Caraïbe et 19 millions d'euros pour le volet Amazonie. Pour 2021-2027, nous serons sur des montants équivalents. Ce fonds finance des projets structurants autour de la santé, du transport ou du patrimoine, par exemple.

Le fonds du **ministère des Affaires étrangères** soutient des projets de coopération décentralisée via des appels à projets.

Le fonds de **coopération régionale** est un fonds de l'État placé auprès des préfetures (Guadeloupe, Guyane, Martinique). Cela représente environ 150 000 euros par an et par préfeture. Ce budget vient en soutien aux petits projets souvent portés par des associations sportives ou culturelles.

La Caraïbe **au défi de la logistique**

En opposition à l'offshore et en particulier depuis la pandémie, de nouvelles stratégies de productions se développent et nos territoires pourraient les appliquer.
Entretien. Texte Yva Gelin



La grande Caraïbe réunit un marché potentiel de 15 pays. Un rapprochement peut se faire en appliquant les méthodes de nearshoring et friendshoring. Deux notions sur lesquelles nous avons interrogé Sandra Casanova, présidente de la commission stratégie logistique du territoire de la CTM*.

Nearshoring et friendshoring, de quoi parle-t-on ?

Avec le nearshoring, il y a une production de masse, à l'étranger, de produits qui ne sont pas encore spécialisés. On parle de produits semi-finis, qui vont être finalisés à proximité des lieux de distribution. Le friendshoring, apparu au moment du covid, c'est privilégier des échanges avec des territoires avec qui il y a déjà des relations diplomatiques et des usages communs. Le friendshoring permet un cadre de confiance en amont, mais aussi d'établir et renforcer des marchés qui se complètent avec une approche plus globale. Nous avons par exemple des relations diplomatiques avec l'état du Para au Brésil et nous avons travaillé à une convention, dans laquelle, il y a une dimension économique. Pour le nearshoring, c'est ce qui se passe avec la Chine. On y fabrique par exemple toutes les bases des écrans de TV. Puis, tout ce qui concerne le contour, la couleur, la marque, le boîtier... est fait dans une zone franche à proximité du marché cible. Cela permet de répondre au mieux aux besoins des marchés. Idéalement, pour les caraïbes, il faudrait développer les deux.

Tous les produits peuvent-ils être concernés par ces types d'échanges ?

On peut parler de n'importe quel type de produit, du moment qu'on a l'assurance qu'on est capable, en fonction du marché ciblé, de correspondre aux normes, aux coûts et au design. Après, au niveau politique, on peut décider d'orienter une zone franche vers plusieurs activités complémentaires. Il faut également noter que nous sommes une région ultrapériphérique et que notre statut fait que nous avons une mise aux normes qui correspond à l'Europe, c'est un avantage concurrentiel.

Jusqu'à présent, un frein important au développement d'échanges intercaribéen semble être les transports, qu'en est-il de cette problématique ?

C'est en effet une problématique. Mais nous avons la chance d'avoir des chefs d'État qui s'en saisissent à bras le corps. Je pense à la situation des états de la Caraïbe, qui soutiennent plusieurs projets de ferrys, à la Barbade qui fait un travail extraordinaire pour l'intégration de la Caraïbe dans les chaînes d'approvisionnement mondiale et c'est d'ailleurs à ce titre qu'en mai prochain, la Barbade organise le « Global Supply Chain forum », le Forum mondial des chaînes d'approvisionnement. Avant le transport, il faut penser la logistique qui supporte l'activité économique. Vous pouvez travailler avec n'importe quel pays dans le monde, si vous n'avez pas travaillé sur les différents maillons de la chaîne logistique qui vont permettre de relier deux territoires, ça va rester un vœu pieux. Le transport à lui seul ne peut pas créer une chaîne d'approvisionnement. Il faut un flux régulier, conséquent, pour nourrir, pour alimenter le transport, qu'il s'agisse du transport de personnes ou de marchandises.

Bien souvent les territoires de la Caraïbe française sont absents des projets de nearshoring caribéens. Pour quelle raison ?

Réellement, notre problématique est que nous avons hérité d'un système élitiste, d'infrastructures et de flux qui viennent de l'époque coloniale. 85 % des flux viennent de France. En Guadeloupe et en Martinique, il faudrait d'abord prendre conscience que pour travailler sur la coopération régionale, il nous faut travailler sur nos systèmes logistiques qui jusqu'à présent privilégient la France. Il ne s'agit pas de détruire un système économique, mais de faire émerger un nouveau modèle, plus durable. Cette transition-là, il faut qu'on arrive à la faire.

**Collectivité Territoriale de Martinique*

Banque de développement

Le retour de la France dans la banque européenne de développement : opportunité ou inutilité ?

Les banques publiques de développement, chargées de financer des infrastructures ou des projets structurants, d'aider à la mise en place de politiques publiques sont légion en Caraïbe. La France est au capital de nombreuses d'entre elles, sauf d'une : la banque caribéenne de développement, qu'elle a quitté il y a déjà près de 20 ans. Texte Amandine Ascensio



Le développement ne se décrète pas. Il passe par des investissements, privés, publics, du mécénat, bref il commence toujours avec de l'argent. Et ce, qu'il s'agisse d'une entreprise privée, ou que l'on parle du développement d'un État. Et dans ce cas de figure, c'est même parce que la puissance publique investit dans des infrastructures structurantes via une volonté politique, des incitations à financer, parfois des facilités fiscales. En 1945, à l'issue de la 2e Guerre mondiale, quand les accords de Bretton Woods viennent entériner la création de la Banque mondiale, c'est un des points de départ des investissements massifs accordés à de nombreux États pour leur développement. Le premier pays à en avoir bénéficié, c'est la France. Plus tard, d'autres banques sont créées : la Banque européenne d'investissement, qui emprunte sur les marchés financiers pour financer des projets européens de développement. Il en existe de nombreuses autres, sur différents territoires, car en général, ces types d'établissements financiers agissent sur des aires géographiques spécifiques. C'est le cas de la Banque caribéenne de développement (BCD), une institution financière régionale fondée par une convention signée en 1969 à Kingston, en Jamaïque. « La banque a été créée aux fins de contribuer à la croissance et au développement économique harmonieux des États membres des Caraïbes et de promouvoir la coopération et l'intégration économique entre ces pays tout en portant une attention particulière et urgente aux besoins des États moins développés de la région », écrit le site internet de l'organisme financier en guise de présentation. Une banque construite sur un modèle de celles qui existaient déjà : banque mondiale, à l'époque dite « internationale pour la reconstruction et le développement », la banque interaméricaine de développement, ou d'autres encore.

« Nous avons financé plus de 432 millions de dollars d'infrastructures à la Barbade depuis 1970 ; 100 millions d'assistance à Haïti entre 2017 et 2021 ; 30 millions de dollars pour l'éclairage public du Suriname et 50 millions pour la stabilité économique des îles Vierges britanniques », détaille la BCD. « Si la BCD intervient exclusivement dans la zone caribéenne au titre de ses financements, ses bailleurs de fonds appartiennent à plusieurs pays à travers le monde tels que la Chine, le Canada, le Brésil (pays caribéen continental). On notera l'absence des États-Unis et encore à ce jour de la France qui s'en est retirée en 2000 », explique Bernard Yvars, économiste ancien enseignant à l'Institut des études politiques de Bordeaux et membre de l'association francophone d'études caribéennes.

REVENIR AU CAPITAL ?

Un retrait que d'aucun contestent aujourd'hui. « Cette banque de développement est le principal financeur de la Communauté des Caraïbes, la Caricom et l'Organisation des États de la Caraïbes orientale », rappelle Johnny Hajjar, député de la Martinique joint par téléphone. « Je rappelle aussi que la Martinique et la Guadeloupe sont des membres associés à ces organismes : réintégrer cette banque pourrait renforcer notre intégration régionale, en tant que caribéens ». L'argumentaire, c'est la participation du pays aux financements d'infrastructures dans la région, l'accroissement d'une influence diplomatique, notamment à l'heure où la Chine et les États-Unis ou encore le Canada se disputent l'influence dans la zone, mais aussi et surtout une condition essentielle du désenclavement : « ça donnerait un accès à nos territoires antillo-guyanais à un marché de près de 40 millions de gens », souligne le député. Fin 2022, sur les bancs de l'Assemblée, le député avait posé la question au ministre

des Comptes publics de l'époque, Gabriel Attal, entre-temps devenu premier ministre. Ce dernier avait répondu en questionnant sur les « pays d'opération » et de destination des financements de la banque, souvent classés sur la liste noire des paradis fiscaux, mais aussi sur la façon de répartir les fonds français destinés à la Banque interaméricaine de développement, laquelle agit aussi dans l'espace caribéen. Une forme de refus du saupoudrage des financements, qui, en première instance, avait rappelé Gabriel Attal, « n'avaient pas assez permis l'insertion et l'intégration des DROM dans leur environnement régional ».

Et puis, une telle mesure coûterait pour le pays, selon les estimations, entre 30 et 90 millions d'euros. « La France a de grandes difficultés économiques actuelles avec un recul productif agricole et industriel significatif, une production trop importante de services de faible qualification ce qui conduit le pays à un appauvrissement relatif », analyse Bernard Yvars. « On peut donc penser que les priorités de la gouvernance actuelle pourraient se centrer davantage sur un Hexagone endetté et en situation de faible croissance économique, limitant ainsi le soutien financier public y compris dans les territoires distants, notamment caribéens. » Qui trouveraient donc un avantage indéniable à s'orienter vers les solutions de financements publics locaux ? À condition aussi, de trouver les financeurs privés, capables d'accrocher leurs investissements et entreprises à des projets structurants, pour enclencher un cercle vertueux.



Santé, médicament, déchets...

Des États caribéens pionniers

Au-delà des clichés touristiques, les territoires caribéens regorgent de ressources, parfois insoupçonnées, pouvant façonner l'avenir de leur région comme influencer les tendances mondiales. Écologie, médecine, ou industrie : découverte de quelques États leaders dans leur spécialité.

Texte Sarah Balay



CUBA : UN SYSTÈME DE SANTÉ EXCEPTIONNEL

La renommée de Cuba dans le domaine médical n'est plus à faire. Situé à l'extrémité nord des Antilles, cet État insulaire, dit en développement et sous embargo américain depuis les années soixante, doit son système de santé exceptionnel (universel et gratuit) au gouvernement Castro, qui, depuis 1959, a lourdement investi dans ce secteur.

En misant sur la prévention plutôt que sur le profit, le pays obtient des résultats remarquables dépassant largement les frontières cubaines. Très vite, le territoire dispose de deux fois plus de médecins par habitant que les États-Unis, avec un niveau d'expertise mondialement reconnue. De 1959 à

2020, Cuba se rend ainsi célèbre par sa diplomatie médicale en réalisant près de 600 000 missions dans 158 pays avec la participation de 326 000 professionnels de santé. Le pays développe également sa propre industrie pharmaceutique, produit la plupart de ses médicaments et mise sur la recherche et développement. Ce sont les Cubains, qui, par exemple, ont mis au point, les premiers, le vaccin méningocoque B. Sur les 13 vaccins obligatoires dans le pays, neuf sont produits sur place. Le pays compte aujourd'hui 31 laboratoires de recherche, 62 usines et 20 000 employés.

Cuba est aussi le premier pays d'Amérique latine à produire son propre vaccin contre la covid-19. Cuba offre par ailleurs un traitement chirurgical efficace pour la maladie de Parkinson et a lancé des essais cliniques pour un traitement contre la maladie d'Alzheimer, pathologie très fréquente dans cette île à la population vieillissante. Ces derniers mois, le pays rencontre toutefois des difficultés économiques notables qui impactent fortement le secteur médical. Selon France 24 et Libération, la crise entraîne le départ de nombreux médecins qui déplorent les salaires trop bas, les mauvaises conditions de travail, la pénurie de médicaments et le manque de matériel médical. Les Cubains sont donc actuellement confrontés à une insécurité sanitaire sans précédent.

(sources : Libération, France 24, TV 5 monde, Karib'Info, OpenEdition Journals)

TRINIDAD ET TOBAGO :

UN DES PLUS GROS EXPORTATEURS MONDIAUX DE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ



C'est dans le domaine de l'énergie que Trinidad et Tobago, État insulaire de la Caraïbe orientale, situé au large du Venezuela, a basé son économie. Le pays est, en effet, producteur et exportateur d'hydrocarbures. Il produit du pétrole brut et du gaz naturel, essentiellement d'origine off-shore (sous la mer). Le territoire est actuellement classé 11^e exportateur mondial de gaz naturel liquéfié et premier exportateur mondial de méthanol. Il est un fournisseur énergétique et chimique important pour la France. Son partenaire principal d'exportation est les États-Unis (52 %). Les autres comprennent la Jamaïque, l'Espagne, le Mexique, les Pays-Bas, la République Dominicaine, la Barbade, la France et le Royaume-Uni.

À noter que Trinidad et Tobago s'est engagé, depuis

2018, à réduire de 15 % ses émissions globales d'ici à 2030. En 2025, une nouvelle installation de production d'hydrogène vert et neutre en carbone, NewGen Energy Limited, devrait être opérationnelle. Hydrogène De France (HDF) a d'ailleurs acquis une participation majoritaire de 70 % dans ce projet en 2022. Selon le site d'information Global Voices, cette structure, serait « la plus grande et la plus avancée de son genre dans le monde, fonctionnant à pleine capacité et produisant environ 20 000 tonnes d'hydrogène vert par an ».

(Sources : Le portail des études économiques (BNP Paribas), ministère de l'Économie, Connaissances des énergies, Environnement magazine , Global Voices)

LA BARBADE :

PLEIN FEU SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Proche de Saint-Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, la Barbade fait partie des petites Antilles. Dans quelques semaines, ce petit territoire anglophone va être sous les projecteurs du monde entier, car il accueille, du 4 au 6 juin, le forum mondial de l'énergie durable pour tous. Un rendez-vous international de référence « pour accélérer et amplifier les progrès vers l'accès universel à l'énergie durable, conformément à l'objectif de développement durable n°7 des Nations Unies ». En effet, sous la direction de la Première ministre Mia Mottley, la Barbade est devenue pionnière d'une transition énergétique juste et équitable. Réélu en 2022, Mia Mottley, avocate de formation, a d'ailleurs été citée par le Time, parmi les 100 personnes les plus influentes de l'année. De fait, à la tribune de la COP27 à Charm el-Cheik en Égypte (2022), elle avait secoué les consciences en pointant du doigt les responsabilités des pays riches dans les effets du réchauffement climatique sur les petits États de la Caraïbe, appelant à une réforme du système financier mondial.



Localement, elle a impulsé un plan ambitieux (5 à 7 milliards de dollars) pour éliminer progressivement les combustibles fossiles d'ici à 2030, via les énergies renouvelables comme le solaire. Elle est l'un des premiers leader de pays de la Caraïbe à miser sur les voitures électriques, dont le nombre se multiplie depuis 2019. Mia Mottley a également lancé un programme national de résilience baptisé Roof to Reefs destiné à rendre le pays plus résistant au changement climatique et aux phénomènes météorologiques imprévisibles. L'un des axes clé de cette initiative, salué comme modèle, repose sur la numérisation et l'utilisation de données pour identifier les risques et définir les objectifs (renforcement des habitations, restauration des récifs coralliens etc.). (Sources : PR Newswire, UNEP.org, France Info, RCI)



PORTO-RICO : CAPITALE MONDIALE DE LA FABRICATION DE MÉDICAMENTS

L'économie de Porto-Rico, État libre mais associé des États-Unis, situé dans les Grandes-Antilles, repose principalement sur l'industrie pharmaceutique. Un secteur clé qui dépasse largement ses frontières et qui lui permet d'exporter massivement. Un atout de taille que le pays doit aux aides du gouvernement fédéral américain et à une politique fiscale qui exempté quasiment les entreprises de l'impôt sur les bénéfices.

Selon RFI, Porto Rico abrite « 80 usines pharmaceutiques qui produisent pour le marché américain et international des médicaments contre le cancer, le diabète, les maladies cardio-vasculaires ou encore le sida ». Une activité qui génère plusieurs milliards de dollars par an et fait travailler plus de 100 000 personnes. En mai 2023, une nouvelle communauté de fret aérien a vu le jour à Porto-Rico. Regroupant les principaux fabricants de produits pharmaceutiques mondiaux présents sur le territoire, elle revendique que « douze des vingt sociétés pharmaceutiques les plus rentables au monde, dont Johnson & Johnson, Amgen et AbbVie, opèrent sur l'île et que huit des quinze produits biopharmaceutiques les plus vendus au monde sont fabriqués à Porto Rico ».

(Sources : *Téma*, *Transport et logistique*, RFI)

DOMINIQUE : PREMIER PAYS À INTERDIRE LES OBJETS EN PLASTIQUE À USAGE UNIQUE

Depuis le 1er janvier 2019, la Dominique, petite île de 70 000 habitants, située à l'est des Caraïbes, entre la Guadeloupe et la Martinique, interdit tous les objets en plastique et en polystyrène à usage unique : paille, couverts, tasses, récipients, etc. Il est le premier pays au monde à légiférer sur le sujet (en 2020 pour la France). Via le CRRP (plan de résilience et de relance climatique), l'île Nature entend ainsi devenir « la première nation au monde résistant au changement climatique ». Une décision prise par le gouvernement dominiquais au lendemain du passage de Maria, en 2017, ouragan dévastateur.

Cinq ans après cette interdiction, les efforts à fournir demeurent considérables, notamment en matière de recyclage. Selon une étude réalisée en 2023, 24 % des déchets du pays sont en plastique, dont 53 % sont des films utilisés pour les emballages ménagers. Les bornes de collecte placées en bordure de routes dédiées aux matières recyclables sont malheureusement très peu utilisées par les habitants. Seul pays anglophone des Caraïbes à collecter les bouteilles en verre, en plastique et les boîtes de conserve pour le recyclage, la Dominique a récemment intégré le projet de modèle Recycle de l'OECD (pays des Caraïbes orientales), financé par l'Union européenne avec la collaboration de l'Agence française de développement (AFD). Objectif : lui permettre, grâce à des formations et à des équipements plus perfectionnés, d'être capable de collecter le plastique, le traiter et d'exporter le plastique recyclé.

(Sources : *National Geographic*, *Karib'info*, *Guadeloupe 1ère*)



“Il ne s’agit pas de détruire un système économique (dont 85% des flux viennent de France continentale), mais de faire émerger un nouveau modèle, plus durable”

Sandra Casanova,
présidente de la commission stratégie
logistique du territoire de la Collectivité
Territoriale de Martinique

LE COUP DE CŒUR DE LA RÉDACTION

■ Texte Yva Gelin
Photo Jean-Albert Coopmann



LES AVENTURIERS DU COOLAMON PERDU

**Chercher en pleine nature les traces du patrimoine...
Un scénario que l'on ne pourrait croire possible
qu'en film et pourtant...**

Un peu comme ce que l'on va chercher avec un coolamon*, le savoir du patrimoine culturel peut aussi se trouver en des lieux imprévisibles, pour être ensuite partagé. C'est ce que s'applique à faire l'association du même nom. Olivia Urity, professeure agrégée en sciences et vie de la terre et fondatrice de l'association est, avec Myriam Barthélémy, enseignante d'espagnol et cofondatrice, formée à créer des randonnées sur sentier non balisé. Toutes deux partent ainsi à la recherche des savoirs cachés en pleine nature, qu'elles transmettent ensuite aux adhérents de l'association à raison de deux randonnées par mois.

Phase préparatoire

Biodiversité, géologie, histoire, culture... La préparation d'une randonnée peut se faire en lien avec tous ces secteurs. « C'est un énorme travail de recherches pour proposer des explications au public », explique Olivia. Ainsi, le processus est le suivant : les deux collègues prennent comme base de départ les randonnées existantes, mais, « toutes nos randos sont inédites et c'est très rare qu'on prenne des sentiers déjà balisés, sauf si, le niveau du public l'oblige ». C'est lors de ce premier passage, que sont repérés les éléments qui pourraient nécessiter une explication particulière. « Je prends des photos de ce qui me semble intéressant et en arrivant à la maison je commence par chercher dans mes livres, puis je poursuis dans les archives et

les sites institutionnels. On se renseigne également du côté des archives départementales, ou encore de la DAC qui est l'organisme en charge de l'archéologie. » Avant le jour J, un autre passage est fait sur le sentier prévu pour en vérifier la praticabilité et la sécurité.

Une rando, une histoire

« J'aime bien scénariser une randonnée. Récemment, avec des scolaires, sur une rando entre l'Anse à l'âne et l'Anse Mitan nous sommes partis de 650 av. JC avec la population amérindienne, pour arriver à des vestiges coloniaux du 18^e siècle en s'appuyant sur un bâti qui avait été modifié avec des ajouts datant du 19^e siècle. ça raconte une Martinique à une certaine époque. » De l'émotion dans la voix, Olivia raconte également une des randonnées qui l'a le plus marquée et lors de laquelle, en partant du bourg de Saint-Pierre, le groupe finissait la balade en pleine rivière et tombait nez-à-nez avec un vestige de la cascade du jardin botanique d'antan. « Selon les récits, c'était le plus grand jardin botanique de la Caraïbe. C'est comme si on revivait un morceau d'histoire. On a eu des frissons. » Aujourd'hui, l'association se diversifie et est de plus en plus sollicitée pour des sorties scolaires. « Ça part d'une demande de l'enseignant. C'est mon métier donc je connais les programmes et je réalise une sortie clé en main avec un petit plus, celui d'avoir avec Myriam les compétences et diplômes nécessaires pour dispenser ces randonnées en anglais et espagnol. » Un retour vers le passé qui vaut probablement la peine d'enfiler une paire de baskets !

*équivalent amérindien du coui



PODCAST

Zoom sur le féminisme caribéen

2

SÉLECTION CULTURE

Texte
Axelle Dorville

Alors qu'il existe encore peu de podcasts antillo-guyanais, la sociologue martiniquaise et guadeloupéenne Nadia Chonville mise sur ce format avec Pssit !, qui se définit comme LE podcast féministe caribéen. Au fil des épisodes, la créatrice promet d'emmenner les auditeurs à la rencontre des militants, chercheurs, travailleurs sociaux, qui participent à la réflexion sur le sexisme, le genre et les discriminations dans notre région. Une façon de mettre en lumière des personnalités engagées peu connues et de vulgariser des travaux de recherche parfois difficilement accessibles au grand public.

Pssit !, sur Spotify, Apple Podcasts, Deezer.



ART

“Wonderfullfanm”

Depuis son compte Instagram, l'illustratrice martiniquaise Gwladys Gambia invite à rentrer dans son univers, à travers ses dessins monochromes pleins d'émotions dépeignant des personnages (souvent) immergés dans la nature, entourés voire mêlés à des buissons de fleurs sauvages et de plantes tropicales. Le texte accompagnant (parfois) ses illustrations se fait tour à tour poétique ou politique, pour apporter plus de sens aux scènes dessinées. Un compte à suivre pour sévader ou entrer en résonance avec les émotions du moment de l'artiste.

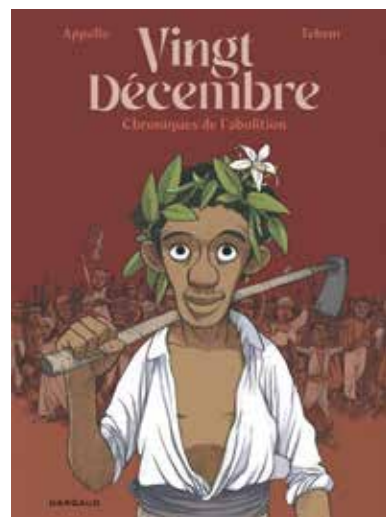
@blackmeisha sur Instagram

BANDE-DESSINÉE

L'expérience réunionnaise de l'abolition

Nous sommes en 1848. Un vent de révolution souffle dans l'empire colonial français et se fraie un chemin dans l'océan Indien jusqu'à l'île Bourbon. Le jeune esclave Edmond Albius y découvre un procédé de fécondation de la vanille qui le rend précieux aux yeux de son maître, alors même que les différentes strates de la société réunionnaise de l'époque envisagent l'abolition avec plus ou moins d'enthousiasme. C'est cette histoire que raconte cette bande-dessinée riche et sourcée, du point de vue des esclaves et affranchis, ainsi que l'après 20 décembre et ses réelles répercussions pour ces populations.

Vingt décembre, chroniques de l'abolition. Apollo et Tehem, éd. Dargaud

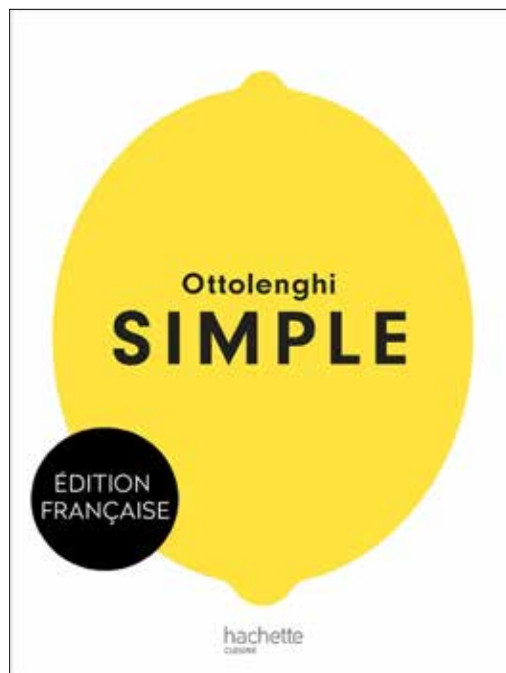


LIVRE DE RECETTES

Se régaler simplement

Chef cuisinier et restaurateur, Yotam Ottolenghi est connu pour ses recettes méditerranéennes simples, goûteuses et saines, que l'on peut découvrir dans ses différents restaurants londoniens (neuf adresses), mais aussi dans ses livres de cuisine parmi lesquels "Ottolenghi : the cookbook", "Plenty", "Jerusalem" et "Simple". Dans ce dernier, véritable bible de plus de 300 pages, le chef propose des recettes rapides pour débutants, de 10 ingrédients maximum, qui font la part belle aux épices et aux herbes aromatiques. Nouilles et pâtes, légumes, légumineuses, viandes et poissons, desserts... il y en a pour tous les goûts et préférences alimentaires.

Simple, Ottolenghi. Ed. Hachette Pratique



REPORTAGE

Mission : sauvegarde des cétacés

Occupant le sommet de la chaîne alimentaire dans le milieu marin, les cétacés jouent un rôle essentiel dans le maintien de l'équilibre des écosystèmes et de la biodiversité. Plus intéressant encore, les baleines participent à piéger le carbone atmosphérique. Ce court documentaire invite à prendre conscience de l'importance de ces espèces et à découvrir les actions mises en place pour mieux les étudier et mieux les protéger des multiples menaces qui les mettent en danger, de même que les scientifiques qui s'engagent pour la préservation des cétacés.

Les sauveteurs de baleines, sur arte.tv

JEU DE SOCIÉTÉ

Créer votre archipel

Un plateau, deux joueurs uniquement et douze îles sur lesquelles il faudra tenter d'étendre son influence en bâtissant des ponts entre elles.

Dès qu'un joueur détient plus de la moitié des liaisons d'une île, elle rentre dans son giron. Mais la situation peut rapidement se renverser. De la réflexion, de la stratégie et de l'audace seront donc nécessaires pour réussir à gagner les manches de trois parties.

Kahuna, éditeur Iello.



3 HABITAT | DÉCO PATRIMOINE



Dis moi où tu habites, je te dirai qui tu es

Décoration, aménagement, artisanat, patrimoine, tradition et nouveaux lieux Ewag arpente les territoires et vous donne rendez-vous chaque mois dans un cahier spécial.

SOMMAIRE

- **La question de la rédaction**
Quel matériau pour le plan de travail d'une cuisine ?
- **Un espace à aménager**
Plus belle la piscine
- **Gastronomie**
Le bouillon d'Awara

La question de la rédaction

QUEL MATÉRIAU POUR LE PLAN DE TRAVAIL D'UNE CUISINE ?

Rechercher un plan de travail pour looker ou relooker sa cuisine n'est pas une mince affaire. Son esthétique, sa résistance, sa couleur, sa pose, sa facilité d'entretien sont autant de critères déterminants dans le choix.

On fait le point sur trois matériaux très utilisés.

Texte de la rédaction

G RANIT, QUARTZ, QUELLES DIFFÉRENCES ?

Le quartz utilisé en cuisine est un matériau reconstitué, une pierre artificielle contenant jusqu'à 94 % de quartz naturel de carrière, réduit en poudre et mélangé à de la résine et à des pigments. S'il ne résiste qu'un laps de temps très court à des températures très élevées, le quartz tolère facilement des températures entre 180° et 200° C.

Le granit, roche magmatique (composée de feldspath, de mica et riche en quartz) est une pierre parmi les plus dures et les plus résistantes. Ce matériau ne craint ni le chaud (même brûlant), ni le froid, ni les rayures (on peut couper directement dessus) mais requiert un traitement oléofuge et hydrofuge, le rendant parfaitement adéquat à l'usage qu'on lui réserve en cuisine.

Très hygiéniques, quartz et granit

peuvent être travaillés dans la masse et donc, prévoir des rainures pour l'égouttoir.

SE VALENT-ILS AU NIVEAU ESTHÉTIQUE ?

Matériau moderne, le quartz se décline en une palette de coloris variés, du clair au foncé, avec ou sans veinage et selon plusieurs textures : « polie brillante » qui intensifie couleurs et éclat de la surface ; « adoucie mate » à l'effet peau de pêche et au toucher lisse ; et « flammée brossée », une finition rustique à la surface pourtant douce. Le quartz a l'avantage d'imiter l'apparence de pierres naturelles telles que le granit et le marbre. Mais comme il ne se polymérise pas, ses joints, quoique minimes, sont apparents.

Le granit propose également un éventail de finitions diverses : poli brillant, mat, flammé brossé, satiné

avec effet cuir... Parmi les coloris, le noir et le gris anthracite affichent une belle régularité et un effet adapté à des styles modernes. Les tons plus clairs peuvent être plus ou moins veinés et s'accordent très bien à une déco authentique et naturelle. De nouveaux gisements aux quatre coins du monde regorgent de roches aux motifs mouchetés, mordorés, veinés...

Comme ni le granit ni le quartz ne se polymérisent, leurs joints, quoique minimes, sont apparents.

L'ALTERNATIVE NOBLE, LA CÉRAMIQUE

Plus dure encore que le granit, la céramique représente le nec plus ultra pour couvrir élégamment un plan de travail. À ses qualités mécaniques (légèreté, étanchéité, non porosité, résistance aux chocs, aux rayures, à la chaleur jusqu'à 900° C et à la corrosivité) s'ajoute

une touche esthétique qui la prédispose à la décoration : stries d'égouttoir dans la masse, crédence assortie, aspect mat ou satiné, surface opaque, palette infinie de tons inaltérables puisque la céramique résiste aux UV...

Ces trois matériaux conviennent idéalement à l'habillage d'un plan de travail en cuisine. Résistants aux chocs mécaniques et thermiques, ils s'entretiennent très facilement à l'eau et au détergent habituel.

Enfin, le médium stratifié peut prendre de nombreux aspects : bois, pierre, tissu, béton... il peut aussi reproduire un motif original et se décliner en une multitude de coloris – brillants, satinés ou mats – pouvant s'assortir au mobilier de cuisine.

MIX & MATCH DANS LA CUISINE

Dans une cuisine ou un îlot, où la tendance est de mixer les différentes matières en fonction de leur usage, il s'avère que les nombreuses finitions possibles du médium stratifié facilitent et embellissent sa combinaison avec d'autres matériaux. Ainsi, dans le coin repas, on aimera son toucher chaleureux alors que côté préparation, on sélectionnera une matière au toucher froid comme le quartz, l'ardoise ou le granit.

Toujours dans cette recherche d'harmonie, on n'hésite pas à jouer avec tous les éléments susceptibles d'apporter une personnalité à la cuisine. Pour cela, on structure des dénivelés, on joue sur les épaisseurs, on donne du relief, on mélange les aspects (toile, bois veiné, cuir, ciment, ardoise, céramique...), les nuances et les textures pour un résultat toujours sobre et très classe.



Un espace à aménager

PLUS BELLE LA PISCINE !

Intégrée soigneusement dans votre paysage, la piscine habille votre extérieur. Elle épouse les courbes de votre maison ou appartement et bien d'autres endroits insolites. Plus qu'un simple bassin pour se rafraîchir, c'est avant tout un lieu unique dédié à l'harmonie du corps et de l'esprit. Texte de la rédaction

UNE PISCINE ENTERRÉE

La piscine enterrée, dite aussi piscine traditionnelle, est le rêve de nombreux propriétaires. La majorité des piscines enterrées sont en béton maçonné. Le terme de piscine traditionnelle renvoie à une fabrication en béton sur-mesure. Ce matériau, solide, permet de réaliser une piscine entièrement personnalisée qu'il s'agisse de forme, de construction ou de revêtement. L'avantage est que ce type de piscine s'adapte à différents habillages en carrelage, peinture, béton ciré, enduit et bien d'autres. La piscine enterrée possède toutes les formes et toutes les dimensions possibles en fonction du type de terrain, même le plus difficile, qu'il soit en pente ou rocailleux. La confection d'une structure en béton monobloc, homogène et étanche permet une solidité et une longévité sans pareille, environ dix ans.

EN HARMONIE AVEC L'HORIZON

Les piscines à débordement sont celles des cartes postales. Symbole de luxe et volupté, la piscine à débordement n'est ni statique ni figée. Concrètement, un des bords s'aligne parfaitement avec l'horizon, permettant ainsi de laisser s'échapper l'eau. Tout comme les autres piscines, elle est composée d'un bassin, enterré ou hors-sol, d'un liner, de filtres, de pompes et de buses de refoulement. Le plus, sa zone tampon, réceptacle

du débordement où on peut aussi patauger si on le souhaite. Aussi belle que pratique, la piscine à débordement possède une meilleure efficacité pour filtrer les débris flottants et les germes pathogènes.

UN MIROIR À CIEL OUVERT

Une piscine miroir est en fait une piscine à débordement total ou « périphérique », c'est-à-dire sur les quatre côtés. L'eau s'écoule discrètement et de façon égale sur tout le pourtour de votre bassin. Cet écoulement est si discret et régulier que la surface de l'eau vous semble immobile. Elle vous offre alors un magnifique miroir dans lequel se reflète toute la nature environnante. Mais où exactement cette eau s'écoule-t-elle ? Dans une goutte périphérique, plus ou moins fine. Recouverte d'une grille, elle est dissimulée sous la margelle. La réalisation de cette goutte est primordiale. C'est elle qui permettra de rendre le débordement silencieux. L'eau récoltée va alors se déverser dans un bac tampon enterré, donc invisible, avant de se retrouver dans votre système de filtration. Ce dernier, après l'avoir épurée et assainie, va la réinjecter dans votre bassin par le biais de buses de refoulement positionnées dans le fond de votre piscine.

NATURE ET BIEN-ÊTRE

Une piscine naturelle ou écologique s'apparente à un étang conçu pour

la baignade. L'environnement d'une piscine biologique est surplombé de vert. Plus que l'harmonie du décor, la principale différence avec les piscines traditionnelles réside dans l'absence de tout produit désinfectant dans l'eau. De fait, la bonne qualité sanitaire est obtenue naturellement. Le principe de fonctionnement d'une piscine naturelle se base sur une technique naturelle d'épuration des eaux, le lagunage. Composée de deux zones dont une est destinée à la baignade et l'autre à la filtration de l'eau, où l'eau est donc traitée sans produit chimique. Une tout autre dimension de détente, plus proche de la nature.

ENTRAÎNEMENT ET PERFORMANCE

Le couloir de nage est une piscine enterrée, toute en longueur. Si votre unique objectif est de nager, vous avez trouvé la piscine idéale. Pratique, symbole de luxe et d'originalité, c'est la forme du bassin qui fait toute la différence. Long de 10 à 30 mètres et large de 3 mètres ou plus, le couloir de nage n'est pas forcément très profond. L'objectif est réellement de nager. C'est une tendance qui se dessine pour les prochaines années. Pour les petits bassins ou piscines traditionnelles, la nage est aussi possible en installant un appareil à nage à contre-courant.

Gastronomie

« SI TU MANGES DU BOUILLON D'AWARA, EN GUYANE TU REVIENDRAS »



*Cléante Bienvenu Pitta, fondatrice de
Chouite en bouche, traiteur à Cayenne*

L'awara est le fruit de couleur orangée d'un palmier que l'on retrouve sur le plateau des Guyanes. Emblématique des fêtes de Pâques, le bouillon d'awara est un mets qui nécessite une préparation lente et de nombreux ingrédients.

Texte Adeline Louault

Fruit de cultures différentes, à l'image du métissage de la Guyane, le bouillon d'awara est un mélange de légumes locaux, de poisson fumé et de viandes boucanées (poitrine de porc, poulet, queue de cochon, viande de bœuf salée), à la saveur sucrée et boisée. Certains y ajoutent également des crustacés comme du crabe et des crevettes ainsi que des plantes aromatiques. Chaque famille a sa recette et son savoir-faire, transmis de génération en génération. Ce mets généreux se mange traditionnellement à Pâques et à la Pentecôte, lors de la saison de fructification des palmiers awara. Au-delà de la convivialité qui entoure sa dégustation, une légende lui attribue des vertus magiques : quiconque goûte au fameux bouillon est certain de revenir un jour en Guyane !

UN COUPLE, DEUX RECETTES

Cléante Bienvenu Pitta, traiteuse à Cayenne et auteure du livre *Les délices de Cléante* (Orphie), confectionne chaque année le bouillon pour sa famille et ses clients. Son mari, Paul, aujourd'hui retraité, l'aide dans la préparation mais réalise également sa propre recette, la « traditionnelle », qu'il tient de ses grands-parents. « C'est la battle dans la famille ! On a chacun notre marmite », lance-t-il. Pour

s'adapter aux goûts de nombreux clients, Cléante propose en effet un bouillon sans porc et remplace le poisson limon – généralement du machoiran – par du poisson à écailles comme de l'acoupa ou du croupia. Dans leur grand jardin se dresse un fumoir dans lequel Paul boucane les viandes et fume les poissons après les avoir fait mariner pendant deux jours. C'est aussi dans le jardin que le couple nettoie et taille les légumes achetés au marché de Cayenne, parfois plusieurs semaines à l'avance. « C'est nécessaire de faire du stock en amont car plus la date de Pâques approche, plus les prix des ingrédients flambent ! », témoigne Cléante.

UNE SEMAINE DE PRÉPARATION

Traditionnellement, la préparation du bouillon se déroule tout au long de la semaine sainte et commence par la confection de la pâte d'awara. Enfants, Cléante et Paul participaient à la cueillette des awaras en famille. « Comme pour les champignons, chacun avait son coin de prédilection. Une course contre la montre s'engageait pour récolter suffisamment sans perdre trop de temps », raconte Paul en riant. 30 kilos de fruits donnent en moyenne 10 kilos de pâte. Si des machines permettent désormais de simplifier le travail, la préparation de la pâte demeure l'étape la plus longue et la plus éprouvante. « De

mon temps, après avoir épluché les awaras qui avaient ramolli dans des seaux d'eau, on les écrasait avec un pilon. Ensuite, on les échaudait pour en tirer un jus qui cuisait sur feu de charbon ; le nectar devait être remué régulièrement pendant près de 72 h. »

PRÉSERVER LA TRADITION

Aujourd'hui, de nombreux artisans proposent de l'excellente pâte d'awara précuite à la vente. C'est l'option retenue par Cléante et Paul. Après avoir fait mijoter la pâte pendant une heure, dans une marmite placée sur un feu au charbon, ils ajoutent les légumes, selon un ordre bien précis. D'abord les concombres longe, puis les concombres piquants, ensuite les haricots verts, le chou et les épinards. Déjà cuites par le boucanage et le fumage, les viandes et les salaisons viennent baigner au dernier moment dans le bouillon. « Quand ça "chante", le plat est prêt ! », indique Paul. Le bouillon est généralement servi avec du riz, parfois du kwak. « La confection du bouillon d'awara est un vrai moment de partage familial. La tradition perdure dans certaines communes mais tend à disparaître en ville. Cela devient un peu trop commercial », déplorent Cléante et son mari qui œuvrent pour préserver le savoir-faire de leurs aïeux.

CARIBÉEN DANS LE SOL

Deux tiers de la diversité mondiale se trouvent dans les sols, ajoutez à cela que la Caraïbe est référencée comme hot spot de la biodiversité et il y a toutes les raisons de s'intéresser au profil de cette écologue à l'université des Antilles qui a justement fait du sol, sa spécialité.



4

CE QU'IL NE FALAIT PAS LOUPER

Texte Yva Gelin

« JE SUIS ... »

« Je suis chanteuse, je suis chanteuse, je suis chanteuse ». C'est à travers ce métier-passion, mais plus précisément le gwoka, que Jaklin Etienne cultive sa force et finalement sa raison de vivre.



TRAVAILLER POUR BRILLER



Être entrepreneuse à 25 ans, manager une équipes de 16 personnes dans le cadre d'une entreprise de restauration rapide locale, mais aussi être championne taekwondo... c'est le portrait de Johana Magloire.



VOUS ET NOUS

EWAG n'a pas fini de souffler ses 15 bougies et pour célébrer dignement cette nouvelle étape, le groupe éditeur de contenus a choisi de mettre en avant ses partenariats historiques, reflet d'une relation de confiance durable. C'est la série Témoignages.





APÉRO-NETWORKING

Du 19/03/24
Au Palm



1 : Magalie Belmo (Digicel) et Pascal Fardin (Contact-Entreprises) - 2 : Olivier Malespine (CGSS), Emelyne Puisset (CGSS) et Elodie Losada (EWAG) - 3 : Grégory Regy (Chefti), Mark-Alik Paulmin (Papy Pâtes), Morgane Chemir (MTC Vitality), Noémie Fortunée (La Mofwazerie) et Jean-Marc Bullet (Héritage des îles) - 4 : Walter Bajazet (Elite Ecologie), Morgan Sanchez (Elite Ecologie) et Vincent Perrine (Elite Ecologie) - 5 : Peggy Ravin (Association des tiers-lieu de Martinique) et Jean-Marc Guannel (Up and Space) - 6 : Claude Titina (VIAATV) et Fabrice Edérique (Mister Green) - 7 : L'équipe de Digicel Business

Faut-il supprimer les princesses ?

Les mentalités changent et la société aussi. Les scénarios proposés par les studios hollywoodiens qui montraient toujours des princesses vulnérables, sauvées par des princes sur leurs fiers destriers, ne font plus rêver ! Ils ont été conçus à une époque où les femmes étaient considérées comme inférieures en termes de droits civiques et sociaux : Cendrillon, Blanche Neige et la Belle au Bois dormant sont toutes passives et ne font qu'attendre l'homme qui les sortira de leur condition.

On pourrait donc être tentés, comme certains parents, de ne pas montrer ces films aux enfants d'aujourd'hui, de crainte de les nourrir de clichés sexistes et genrés ? D'ailleurs sur sa plateforme Disney a prévu un avertissement pour tous les clichés non seulement sexistes, mais aussi racistes de ses films d'animation : « Attention, ce programme comprend des descriptions négatives et/ou des mauvais traitements des personnes et des cultures ».

Mais quand on voit les petites filles jouer à la princesse, s'habiller comme elles, on a l'impression qu'elles cherchent à devenir ces personnages auxquels elles s'identifient. La psychologue Geneviève Djenati nous rassure : « Elles font semblant. "C'est pour de faux", comme disent les enfants, ce qui montre bien qu'ils savent distinguer le conte de la réalité. Les enfants qui confondent les deux sont des enfants qui vont mal ».

À partir des années 90, les princesses de Disney commencent à défier l'autorité. Que ce soit Ariel qui contre l'avis de son père part à la recherche du prince Eric qu'elle avait sauvé des flots ou Jasmine qui s'enfuit du palais pour visiter la ville habillée en mendicante. Les vraies combattantes arrivent ensuite avec Pocahontas qui doit se battre pour sauver son peuple des envahisseurs. Elle montre que sa culture peut être tout aussi intéressante que celle des Anglais qui se pensent supérieurs et tentent d'exterminer les siens. Avec la Reine des Neiges, Disney va encore plus loin dans sa mise à jour féministe avec ses deux héroïnes Elsa et Anna qui se passent à peu près de tout personnage masculin.

Geneviève Djenati conclue : « L'idéal est de privilégier une approche multiculturelle. Surfer sur cette diversité permettra à l'enfant de réfléchir et de trouver sa place dans une société complexe. C'est ce qui va permettre d'accompagner le moins mal possible leur éducation... » Il n'est donc pas nécessaire d'empêcher les petites filles de se déguiser en princesses !



EW'AG

| DOSSIER DE MAI |

GuyaMag KaruMag MadinMag SoualiMag

Biodiversité, comment nos territoires s'engagent pour la préserver ?

Vous souhaitez communiquer ?

CONTACTEZ-NOUS



GUYANE

0694 26 55 61

GUADELOUPE | SAINT-MARTIN

0690 37 54 82 / 0691 24 28 92

MARTINIQUE

0696 19 31 98 / 0696 07 62 64

SI CE N'EST PAS LA SANTÉ... PRÉSERVONS AU MOINS L'ENVIRONNEMENT



2 500
SUBSTANCES
TOXIQUES

12 ANNÉES POUR
SE DÉGRADER

500 LITRES
D'EAU POLLUÉS



www.elite-ecologie.com